

LA REVUE COMMUNISTE

MENSUELLE

Scientifique, Politique, Littéraire

Directeur : Charles RAPPOPORT



SOMMAIRE DU N° 9

<i>Les Succès des Soviets et leurs difficultés.....</i>	N. Lénine.
<i>Le Travail dans la Grèce Ancienne.....</i>	Georges Sorel.
<i>Le Mouvement prolétarien en Autriche.....</i>	L. Revo.
<i>La Crise du Socialisme italien</i>	Jacques Mesnil.
<i>La Crise dans l'Orient européen.....</i>	D. Pournaras.
<i>La Psychologie d'une fin de Régime.....</i>	V. Griffuelhes.
<i>La Décomposition des Partis en Pologne.....</i>	Stanislavitch.
<i>La Révolution d'Octobre.....</i>	L. Trotzky.
<i>Les chances de la Révolution mondiale.....</i>	Ch. Rappoport.
<i>Rapport au II^e Congrès de l'Internationale Communiste</i>	Zinoviev.
<i>Revue des Livres</i>	Noël Garnier.
<i>Revue de Politique Internationale</i>	Ch. R.

Le N° : 3 francs

Rédaction et Administration :

17, rue Grange-Batelière, 17

PARIS (IX^e)

Tél. : Bergère 40-89

La Revue Communiste autorise la traduction et la reproduction de ses articles.

LA REVUE COMMUNISTE

Mensuelle

Directeur : Charles RAPPOPORT

17, Rue de la Grange-Batelière — Paris (IX^e)

TARIF DES ABONNEMENTS :

	<i>Un an</i>	<i>Six mois</i>	<i>Trois mois</i>
France :	25 fr.	13 fr.	7 fr.
Etranger :	30	18	10

Le numéro 3 fr.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

50 numéros	FRANCE	25 francs
50 numéros	ÉTRANGER	30 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à :

René REYNAUD
123, rue Montmartre. — PARIS

La Vie Ouvrière

Administration et Rédaction :

96, Quai Jemmapes. — PARIS (X^e)

Téléphone : NORD 87-59.

ABONNEMENTS :

Six mois....	5 francs	—	Un an....	10 francs
Six mois....	6 francs	—	Un an....	12 francs

FRANCE
EXTÉRIEUR

1^{re} année

N^o 9

Novembre 1920

La Revue Communiste

Scientifique, Politique, Littéraire

Les succès des Soviets et leurs difficultés

I. — Développement des Soviets en général

C'est maintenant, alors que nous avons réussi à mettre de nouveau debout d'Internationale révolutionnaire, l'Internationale communiste, maintenant que la forme soviétique est devenue automatiquement du programme théorique qu'elle était, le programme politique de la III^e Internationale toute entière, c'est maintenant que le moment est venu de parler du développement des Soviets en général. Qu'est-ce que le Soviet ? Quelle est la valeur de cette forme qui n'a été imaginée par personne, mais créée par la masse ?

Ce n'est, à mon avis, que de ce point de vue que l'on peut juger avec précision les problèmes qui se sont dressés devant nous, devant le pouvoir conquis par le prolétariat,

N. de la R. — Discours de Lénine prononcé à Pétrograde en 1919. Des circonstances bien connues nous obligent à publier cet intéressant document avec un retard devenu — hélas — naturel.

et les résolutions qu'au cours de l'année dernière, déjà sous la dictature du prolétariat en Russie, nous avons essayé de donner et que nous avons données.

Ce n'est qu'en tenant compte du rôle général des Soviets, de leur importance universelle, de la place qu'ils occupent dans le développement historique du monde, que l'on peut arriver à comprendre dans quelle situation nous nous trouvons, pourquoi nous avons agi comme ceci et non pas comme cela. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut juger si nous avons agi bien ou mal.

Des points de vue aussi universels, aussi larges, sont actuellement une double nécessité pour nous, car nos camarades auront parfois à souffrir ; il faudra alors qu'ils connaissent la cause de l'inefficacité, de l'insuffisance, des résultats défavorables de leur travail, cause qui, le plus souvent réside dans le fait que les petits problèmes d'administration courante dont a été et est encore chargé le pouvoir des Soviets, détournent, quoi que nous fassions, notre attention. Ici, on ne peut rien changer à ces conditions du travail. Elles nous obligent à faire trop attention aux petits détails administratifs et nous font oublier de considérer le développement général de la dictature du prolétariat dans ses rapports universels.

Voilà les difficultés que nous avons rencontrées, voilà les problèmes généraux auxquels nous consacrons notre attention pour nous arracher, si possible, un peu aux mesquineries de l'administration qui sont le partage de tous ceux qui participent à l'œuvre pratique des Soviets et aussi pour nous rendre compte du chemin qui nous reste à parcourir en nous considérant comme une partie de l'armée prolétarienne mondiale.

II. — Victoire mondiale

Il n'est pas possible de vaincre d'une manière définitive, parfaite, mondiale, dans le Russie seule. Pour arriver à ce résultat, il est indispensable que le prolétariat remporte la

victoire, sinon dans tous les pays, du moins dans les pays avancés, tout au moins dans plusieurs des grands pays avancés. Ce n'est qu'alors que nous pourrons dire avec conviction que la cause du prolétariat a vaincu, que notre but, le renversement du régime capitaliste, est atteint.

Ce but est atteint chez nous, dans un pays isolé, et par là nous nous trouvons en face d'un autre problème. Lorsque le pouvoir soviétique est réalisé dans un pays, lorsque le régime bourgeois est renversé, un autre but se pose au premier plan : la lutte sur le terrain international, lutte dans une autre direction, lutte de l'Etat prolétarien placé au milieu d'Etats capitalistes.

C'est une situation particulière, nouvelle, difficile.

III. — La violence nécessaire

Les socialistes jaunes aiment surtout à dire des phrases dans le genre de celle-ci : « Les bolcheviks croient que la violence est toute-puissante ». Cette phrase ne prouve qu'une chose : c'est que les hommes qui parlent ainsi sont des hommes qui, en pleine lutte révolutionnaire, alors que la bourgeoisie les opprime par la violence (voyez ce qui se passe en Allemagne), ne savent pas donner au prolétariat qu'ils dirigent une tactique de violence indispensable.

Il y a des situations où la violence est aussi féconde que nécessaire, et il y en a d'autres où la violence n'aboutit à rien. C'est ce qu'il faut dire et redire, car parfois tous ne se rendent pas compte de cette différence. En octobre 1917, la violence, c'est-à-dire le renversement de la bourgeoisie par le pouvoir des Soviets, le renversement de l'ancien gouvernement, la violence révolutionnaire, en un mot, a donné des résultats superbes.

Pourquoi ? Parce que tout d'abord, la masse était organisée en Soviets, ensuite parce que l'ennemi, la bourgeoisie, était rongé, à moitié brisé par la longue période politique qui dura de février jusqu'à octobre, comme l'est un morceau de glace par les eaux printanières et manquait complètement

de forces propres. Et, comparativement au mouvement révolutionnaire actuel en Allemagne, notre mouvement d'octobre a abouti avec facilité à une victoire complète de la violence révolutionnaire.

Faut-il supposer alors que, sans être dans des conditions semblables, on puisse suivre la même voie, avoir la même forme de lutte et remporter aussi facilement la victoire par la violence révolutionnaire ?

Une telle supposition serait la plus grande faute que l'on puisse commettre. Plus grandes sont les victoires révolutionnaires remportées dans des conditions déterminées, plus souvent nous serons en danger de nous laisser éblouir par ces victoires et de ne pas réfléchir avec sang-froid sur les circonstances qui les ont rendu possibles.

Lorsque nous avons effilé le Gouvernement de Kerenski et le Cabinet de coalition de Milioukoff pour ainsi dire jusqu'au dernier petit fil, lorsque nous avons fait voir comment on peut s'asseoir au fauteuil ministériel, quelle que soit la combinaison, lorsque nous les avons obligés à jouer tous leurs atouts, il apparut alors clairement que malgré tous les changements de sièges, ces musiciens ne valaient absolument rien, et ils s'en allèrent comme des plumes légères au souffle du vent.

IV. — *Ce que signifiait la Paix de Brest-Litovsk*

Cette situation ressemble-t-elle à celle que nous avons aujourd'hui et qui exige de nous une action pratique vis-à-vis de l'impérialisme mondial ? Certainement non.

C'est pour ces raisons que la question de la Paix de Brest-Litovsk a soulevé tant de difficultés dans la politique extérieure. Mais comme le mouvement avait un caractère de masse, cela a contribué à surmonter ces difficultés.

Mais quelle est la cause des erreurs qui firent croire à une partie de nos camarades que nous commettions un crime horrible ? même à présent il se trouve des gens bizar-

res, sachant manier la plume et s'imaginant être quelque chose, qui estiment avoir assez d'expérience et pouvoir enseigner les autres ; aujourd'hui encore, ils assurent que la paix de Brest-Litovsk était un accord passé avec l'impérialisme allemand.

Oui, il y avait un tel accord lorsque nous nous « mettions d'accord » avec le tsar, lorsque nous sommes allés à l'abominable et réactionnaire Douma et l'avons dispersée.

Peut-on espérer abattre l'impérialisme mondial par la force seule, sans attendre que le prolétariat soit proportionnellement développé ?

Si la question est ainsi posée — et comme marxistes nous avons appris qu'il faut la poser ainsi et seulement ainsi — se servir dans ce cas d'une politique de violence signifierait être parfaitement niais et absurde et ne pas comprendre du tout quelles sont les conditions qui assurent le succès à la politique de violence.

Maintenant, nous le voyons. L'expérience nous a instruits.

Alors que, au moment de la Paix de Brest-Litovsk, nous étions obligés de rassembler toutes nos forces et de poser avec des difficultés énormes les fondements d'une nouvelle armée, l'armée rouge, et cela dans un pays ruiné et meurtri par la guerre comme aucun autre pays ne l'a été ; — alors que pendant le premier semestre et au commencement du second semestre de l'année 1918, nous construisions, pierre par pierre, les fondements d'une armée rouge vraiment socialiste, à ce moment l'impérialisme des autres pays fut miné et affaibli par la décomposition intérieure et par les protestations toujours grandissantes.

En Allemagne, la violence révolutionnaire remporta en un instant la victoire, car la lutte qui se développait pendant des mois et des mois, avait enterré l'impérialisme de ce pays, et, à présent, dans les pays de l'Entente, la même chose se répète dans une certaine mesure, et non pas dans toute sa plénitude.

Un Américain qui a observé directement sans parti pris et très attentivement ce qui se passe dans les pays de l'Eu-

rope occidentale, me disait récemment : « La France est sans aucun doute menacée de la plus grande désillusion possible ; elle est sous le coup de voir s'écrouler toutes ses illusions ; on nourrit les Français avec des promesses — ils sont, leur dit-on, vainqueurs ». Les sentiments patriotiques anciens de tout le peuple français, l'aigreur d'avoir été écrasé en 1870, l'indignation insensée de voir le pays vidé, saigné à blanc par quatre années de guerre et impuissant, — la bourgeoisie fera servir tout cela, pour naviguer dans les eaux du chauvinisme : « Nous sommes vainqueurs de l'Allemagne, notre tâche va être terminée, nous allons nous relever ». Mais le calme Américain, qui considère toute chose en commerçant, dit : « L'Allemand ne payera pas, parce qu'il n'a rien ; où prendrait-il pour payer. »

Et c'est précisément pour cela que l'on nourrit le peuple français de promesses et de fables que la paix, la victoire complète ne sauront plus tarder à venir. Mais la paix, c'est l'écroulement de tous les espoirs que l'on pourra sortir de ce marais sanglant, ne fut-ce qu'avec un souffle de vie, les bras et les jambes cassées, mais encore vivant. Mais le capitalisme ne peut pas sortir de toute cette misère, car il s'est accumulé tant de dettes capitalistes, tant de krachs dans tout le monde capitaliste, que l'on ne peut pas se tirer de là, sans faire tomber sur soi toute cette avalanche.

Même ceux qui ne sont pas révolutionnaires et qui ne croient pas en la révolution, qui la craignent même et qui disent toujours que la révolution ce n'est que de la théorie, même eux seront obligés par la marche des événements et par les suites de la guerre impérialiste, de reconnaître qu'il n'y a pas d'autre issue possible que la révolution.

Je le répète, j'ai été très étonné de l'appréciation de la situation donnée par l'Américain qui se plaça au point de vue du commerçant et qui naturellement ne s'occupe pas de la lutte de classe et la tient pour une absurdité, mais qui s'intéresse aux millions et aux milliards, qui sait calculer, qui se demande : va-t-on payer, oui ou non ? — et qui se répond à lui-même, toujours en se plaçant au point de vue de

l'homme d'affaires qui calcule, au point de vue commercial : « Il n'y a pas possibilité de se payer ! »

V. — *La masse ouvrière est partout en effervescence*

Telle est la situation dans tous les pays de l'Entente où nous observons une puissante effervescence partout visible dont la cause est la sympathie des ouvriers pour la réforme soviétiste.

A Paris, par exemple, la foule — qui est peut-être la plus fine des foules, car elle a été, à bonne école et a fait toute une série de révolutions, — cette foule si facilement inflammable, qui ne permet à aucun orateur de dire ce qu'elle croit être faux, cette foule coupe à présent la parole à ceux qui osent parler contre le bolchevisme ; et il y a à peine quelques mois on ne pouvait pas dire devant la foule parisienne un seul mot en faveur du bolchevisme sans être accueilli par des répliques ironiques.

Quant à la bourgeoisie de Paris, elle est partie en campagne contre le bolchevisme avec tout un système de mensonges, de calomnies et de perfidies. Mais nous savons bien ce que cela veut dire, car nous, bolcheviks, nous avons en 1917, toute la presse bourgeoise contre nous. Seulement chez nous, Messieurs les bourgeois se sont trompés quelque peu et ont trop bien fait les choses dans l'espoir d'attraper les bolcheviks dans leurs filets tressés de mensonges et de calomnie ; ils ont mis tellement de sel et de poivre dans leurs attaques qu'ils nous faisaient une réclame gratuite, et faisaient dire même aux ouvriers les plus arriérés : « Si les capitalistes insultent tant les bolcheviks, c'est que les bolcheviks s'y entendent à lutter contre les capitalistes ! »

Il devint clair ainsi que la politique que nous étions obligés de suivre au moment de la paix de Brest-Litowsk, la plus brutale, la plus violente et la plus humiliante des paix, — que cette politique était la seule bonne politique.

Et je crois qu'il n'est pas inutile de se rappeler parfois cette politique, surtout à présent alors que la situation, en

ce qui concerne les puissances de l'Entente, commence à présenter des caractères analogues, alors que tous les pays de l'Entente sont animés du désir féroce de jeter sur la Russie toutes leurs dettes, toute leur misère et leurs ruines et d'étrangler et de dépouiller la Russie pour détourner de soi la révolte grandissante des masses ouvrières.

VI. — *Qui est le plus fort — Nous ou l'Entente ?*

Si nous envisageons les choses froidement, si nous ne voulons pas nous faire d'illusions — ce qui est une occupation nuisible pour un révolutionnaire — nous serons obligés de reconnaître et de dire d'une manière nette et précise que l'Entente, en tant que puissance militaire, est plus forte que nous.

Mais si nous considérons le fait dans son développement, nous pouvons dire aussi nettement et avec une conviction qui ne se fonde pas uniquement sur nos opinions révolutionnaires mais aussi sur l'expérience, que cette force des pays de l'Entente ne sera pas de longue durée ; ces pays se trouvent devant un brusque et puissant changement de l'état d'âme de leurs populations.

Ils nourrissent avec des promesses l'ouvrier français aussi bien que l'ouvrier anglais : « Nous allons piller le monde entier, et alors tu seras rassasié. » C'est ce que toute la presse bourgeoise répète à grands cris en bourrant le crâne de la masse arriérée.

Dans quelques mois ils feront vraiment la paix, si ils ne commencent pas à se disputer entre eux — ce pour quoi il y a toute une série de sérieux symptômes. Mais s'ils parviennent à faire la paix sans se prendre aux cheveux ou tomber à bras raccourcis les uns sur les autres, cette paix marquera le commencement d'un écroulement inévitable, car ils ne seront pas en état de parer aux suites de ces dettes énormes, et de cette destruction effroyable, alors que la production de blé en France est diminuée de plus de moitié alors que la famine frappe à toutes les portes et que les forces productives sont détruites.

VII. — *L'imminence de la révolution mondiale*

Si l'on considère les choses avec calme, on sera obligé de reconnaître que la manière de juger les événements — qui s'est montrée si juste et si précise à propos de la révolution russe — nous permet, de jour en jour, de nous rendre mieux compte de l'imminence de la révolution mondiale. Nous savons que les cours d'eau qui vont entraîner les glaçons de l'Entente — les glaçons de l'Entente, du capitalisme, de l'impérialisme, — s'élargissent chaque jour.

D'un côté les pays de l'Entente sont plus puissants que nous, mais d'un autre, ces pays ne pourront pas se maintenir encore pour longtemps à cause de leur situation intérieure.

De cette situation des pays de l'Entente découlent les problèmes compliqués de notre politique extérieure, problèmes que nous serons probablement obligés de résoudre ces jours-ci et que je ne connais pas en détail, mais dont je veux parler, surtout pour vous dire, camarades, d'une manière aussi claire que possible, quelle est l'expérience que le conseil des commissaires du peuple a acquise dans le domaine de la politique internationale.

La paix de Brest-Litovsk — voilà l'essentiel de notre expérience. Cette paix, c'est le principal de ce qui a été fait dans la politique extérieure du conseil des commissaires du peuple. Nous avons différé, nous avons fait des concessions, nous avons manœuvré, mais nous avons dû signer ce traité de paix des plus humiliants, pour pouvoir ensuite établir sur de nouveaux fondements une nouvelle armée socialiste. Nous l'avons fait, mais notre puissant et jadis tout-puissant adversaire se montrait déjà affaibli et sans forces.

Voilà le résultat dans le monde tout entier, et c'est l'enseignement fondamental qu'il faut s'efforcer de comprendre et de retenir le mieux possible, afin de ne pas commettre de faute dans les questions très compliquées et très ardues de la politique internationale, questions qui, aujourd'hui

ou demain, peuvent se dresser devant nous, devant le Comité central, devant le pouvoir des soviets en général.

C'est par cette considération que je terminerai l'exposé de la question de la politique extérieure, afin de passer à d'autres questions d'une importance extrême.

VIII. — *L'organisation de l'Armée rouge*

Camarades, en ce qui concerne les affaires militaires, je dois dire qu'en février et mars 1918 — il y a donc une année — nous n'avions somme toute pas d'armée. Nous avions 10 millions peut-être d'ouvriers et de paysans armés qui constituaient l'ancienne armée désorganisée et toujours prête à fuir et à laisser tout en panne.

Ce fait était considéré comme exclusivement russe. On croyait que les Russes avec l'impatience et le manque d'organisation qui leur sont propres ne pourraient pas subir l'épreuve et en sortir vainqueurs, tandis que les Allemands, eux, la subiraient et en sortiraient victorieux.

C'est ainsi que l'on nous jugeait. Mais à présent, après que plusieurs mois se sont écoulés, nous voyons que l'armée allemande, supérieure à la nôtre par sa culture, par sa technique, par sa discipline, par les conditions humaines pour les malades et pour les blessés, par la fréquence des permissions, etc..., que cette armée a eu exactement le même sort que la nôtre. Les masses cultivées et disciplinées n'ont pas pu, elles non plus, supporter plus longtemps ce bain de sang qui durait déjà depuis des années, et une période de désorganisation absolue est survenue, pendant laquelle même l'armée allemande, si supérieure aux autres, n'était plus bonne à rien.

Il y a sans doute certaines limites, non seulement en ce qui concerne la Russie, mais les autres pays également, limites différentes pour les différents pays, mais que l'on ne peut pas dépasser en faisant la guerre pour les intérêts des capitalistes, et c'est ce que nous observons à présent partout.

L'impérialisme allemand s'est démasqué complètement

lui-même et a montré qu'il n'est qu'un brigand. Mais ce qui est le plus important c'est que, en Amérique aussi bien qu'en France, dans ces fameuses démocraties (les traîtres au socialisme, les menchéviks et les socialistes révolutionnaires ces hommes de malheur qui se donnent le nom de socialistes parlent toujours de « démocratie »), dans ces démocraties les plus avancées du monde entier, dans ces républiques, l'impérialisme devient chaque jour de plus en plus audacieux. Les démocraties d'Occident pillent le monde, se cherchent querelle entre elles et s'arment l'une contre l'autre.

Cela ne pouvait pas rester longtemps caché. Tant que la guerre durait, on pouvait tout dissimuler. L'enivrement est passé, la paix s'approche et les peuples se rendent compte, par ces démocraties précisément, que la guerre a abouti à de nouveaux vols à main armée. La république la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un déguisement pour la bête rapace, pour la bête brutale et cynique qui est prête à sacrifier des centaines de millions d'hommes pour payer ses dettes, c'est-à-dire pour payer messieurs les impérialistes et les capitalistes qui ont bien voulu permettre aux ouvriers de se couper le cou les uns aux autres. Les peuples commencent à le comprendre de mieux en mieux.

Voilà la situation qui rend possibles des actes politiques comme, par exemple, l'article du correspondant de guerre du plus grand journal de la bourgeoisie la plus riche et la plus expérimentée au point de vue politique, du *Times* anglais, qui apprécie les événements actuels de la façon suivante : « L'armée se désorganise dans tous les pays du monde ; il n'y a qu'un seul pays où l'armée se réorganise, et ce pays c'est la Russie. »

C'est le fait que la bourgeoisie, beaucoup plus puissante au point de vue militaire que la Russie des Soviets, doit reconnaître. Et par ce fait nous allons juger ce que nous avons réalisé au cours de cette année du travail soviétique.

Nous avons réussi à réaliser un revirement complet lorsque pour remplacer l'ancienne armée de dix millions de soldats qui fuyaient toujours, qui ne pouvaient plus subir la guerre

atroce et qui avaient compris que cette guerre était criminelle, — nous avons commencé à organiser une armée socialiste de centaines de milliers d'hommes, une armée qui sait pourquoi elle se bat, qui est toujours prête aux plus grands sacrifices, et qui supporte des privations bien plus grandes que celles que supportait l'armée du tsar, parce qu'elle sait qu'elle lutte pour sa propre cause, pour sa terre à elle, pour son propre pouvoir et ses propres usines et fabriques, parce qu'elle défend la domination des travailleurs et que les travailleurs des autres pays, quoique difficilement et lentement, se réveillent quand même.

Telle est la situation qui caractérise l'expérience d'une année de pouvoir des Soviets.

IX. — *Les difficultés que l'état de guerre apporte à la Russie des Soviets*

C'est incroyable combien il est difficile à la Russie des Soviets de faire la guerre ; on a peine à croire combien il est difficile de faire la guerre lorsqu'il s'agit d'un peuple qui a subi pendant quatre années les horreurs de la guerre impérialiste. La guerre est un poids énorme pour la Russie des Soviets.

Mais à présent nos puissants ennemis reconnaissent eux-mêmes que leur armée se désorganise, tandis que la nôtre se réorganise. Elle se réorganise, parce que, pour la première fois dans l'histoire, l'armée est fondée sur une union, sur une union indestructible, on pourrait dire sur une fusion complète avec les Soviets. Les Soviets réunissent tous les travailleurs et tous les exploités, et l'armée fut réorganisée sur la base de la conscience socialiste et de la défense socialiste.

Un monarque prussien, au XVIII^e siècle, avait dit très sagement : « si nos soldats se doutaient le moins du monde pourquoi nous faisons la guerre, il serait impossible à jamais de faire la guerre ». Ce monarque prussien des temps passés n'était point un sot. Mais, en nous comparant à ce monarque

nous pouvons dire à présent : « Il nous est possible de faire la guerre, parce que le peuple sait pourquoi il lutte, et parce qu'il veut lutter malgré toutes les difficultés de la guerre (il est beaucoup plus difficile de faire la guerre aujourd'hui, je le répète, qu'à l'époque du tsarisme) parce qu'il sait qu'il fait ces sacrifices énormes, désespérés, en défendant la cause socialiste et en luttant à côté des ouvriers des autres pays qui se désorganisent, des ouvriers qui commencent à comprendre notre situation.

Il y a des imbéciles qui se plaignent du militarisme rouge : ce sont les fripouilles politiques polonaises qui prennent l'air de croire à cette stupidité et forment à droite et à gauche des inculpations comme celle-ci, avec tout leur talent d'avocat, pour trouver des arguments faux et donner le change au peuple. Les menchéviks aussi bien que les socialistes révolutionnaires crient à tue-tête : « Tenez, regardez, au lieu de vous donner le socialisme, on vous dote du militarisme ! »

En vérité quel crime abominable ! Les impérialistes du monde entier se sont jetés sur la république russe pour l'étrangler, nous commençons à organiser une armée qui, pour la première fois dans l'histoire, est une armée sachant pourquoi elle lutte et pourquoi elle fait des sacrifices et qui résiste avec succès à un ennemi beaucoup plus nombreux ; ainsi à chaque mois de résistance elle rend plus proche que jamais la révolution mondiale — et l'on dit que c'est du militarisme rouge !

Je le répète, ces hommes sont soit des imbéciles dont il ne vaut même pas la peine de parler, soit des fripouilles politiques.

Tout le monde sait que cette guerre nous a été imposée. Au commencement de 1918 nous avons terminé l'ancienne guerre, et nous n'avons point commencé l'autre. Tout le monde sait qu'au sud, à l'ouest et à l'est les gardes blanches n'avancent contre nous que grâce à l'appui de l'Entente qui donnait de l'argent par millions à droite et à gauche et envoyait aux gardes blanches des réserves énormes de matériel de guerre et d'équipement restées inutilisées après la guerre

impérialiste, car ces messieurs les millionnaires et les milliardaires savent très bien que c'est ici que l'on va décider de leur sort, que c'est ici qu'ils périront s'ils ne nous étranglent au plus tôt.

X. — *Nous avons remporté de grandes victoires*

La république socialiste fait des efforts inouïs, elle fait des sacrifices énormes et remporte finalement des victoires. Si maintenant, au bout d'une année de guerre civile, nous regardons sur la carte ce qu'était la Russie des Soviets en mars 1918 et ce qu'elle était devenue en juin 1918, alors qu'il y avait à l'ouest, sur le front de la paix de Brest-Litovsk, les impérialistes allemands, alors que l'Ukraine se trouvait sous le joug de l'impérialisme allemand, alors qu'à l'est, jusqu'à Kazan et Symbirsk régnaient en maîtres les Tchéco-Slovaques achetés par la France et l'Angleterre, et si nous prenions la carte maintenant, nous verrions que nous avons remporté de grandes victoires.

Voilà quelle est la situation en raison de laquelle de sales fripouilles de la plus basse espèce se mettent à nous accuser de militarisme rouge.

Il n'y a pas eu dans l'histoire de révolutions que l'on avait pu, après la prise du pouvoir, escamoter et mettre dans sa poche pour se reposer ensuite tranquillement sur ses lauriers. Celui qui croit que de semblables révolutions sont possibles n'est pas un révolutionnaire, mais le pire ennemi de la classe ouvrière. Il n'y a jamais eu de telle révolution, si mince soit-elle, pas même de révolution bourgeoise où il s'agissait simplement de priver du pouvoir une minorité possédante pour la donner à une autre minorité possédante. Nous pouvons donner des exemples ! La Révolution française, contre laquelle se levèrent au commencement du XIX^e siècle toutes les anciennes puissances pour l'écraser, mérite le nom de la Grande Révolution, précisément parce qu'elle a su soulever pour la défense de ses conquêtes les larges masses du peuple

qui ont brisé l'assaut du monde tout entier ; c'est dans ce fait que réside justement un des plus grands mérites de la Révolution française :

La révolution est soumise à des épreuves sérieuses par l'action, dans la lutte, dans le feu. Si tu es opprimé et exploité, tu songes à te libérer du pouvoir des exploités, si tu t'es décidé à les renverser toi-même, il faut que tu saches alors que tu auras à résister à l'assaut des exploités du monde entier, et si tu es prêt à ne pas reculer devant cet assaut et à faire encore de nouveaux sacrifices, tu es alors un révolutionnaire ; dans le cas contraire tu seras écrasé et foulé aux pieds.

C'est ainsi que l'histoire de toutes les révolutions expose la question.

La vraie épreuve de notre révolution consiste en ce que nous, pays arriéré, nous avons su avant tous les autres nous emparer du pouvoir, réaliser la forme soviétique du gouvernement, conquérir le pouvoir pour les travailleurs et les exploités. Pourrons-nous maintenir ce pouvoir au moins jusqu'à ce que les masses des autres pays commencent à remuer ? Et si nous ne sommes pas en état de faire de nouveaux sacrifices ni de rester sur nos positions, on va dire : la révolution s'est démontrée comme historiquement inopportune. Cependant les démocraties des pays civilisées, armées jusqu'aux dents, tremblent devant l'apparition d'une centaine de bolchéviks dans une république libre de cent millions d'habitants comme par exemple l'Amérique. C'est tellement contagieux, le bolchévisme ! Et la lutte contre une centaine d'hommes qui ont émigré de la Russie affamée et ruinée et qui commencent à parler du bolchévisme, apparaît si dure à ces démocraties ! C'est que les sympathies du peuple sont de notre côté ! Le seul salut pour la bourgeoisie, tant que son épée ne lui a pas encore glissé des mains, tant qu'elle a encore des canons, c'est de tourner ces canons sur la Russie des Soviets et de l'anéantir tandis qu'il est encore temps, car plus tard cela ne sera plus possible. Voilà quelle est la situation où nous nous trouvons, voilà ce qui déterminait au

cours de cette année la politique de guerre du conseil des commissaires du peuple et voilà pourquoi, devant ces faits et devant ces résultats, nous avons le droit de dire que nous n'avons résisté à l'épreuve que parce que les ouvriers et les paysans terriblement épuisés par la guerre ont créé leur armée dans des conditions encore plus pénibles, mais avec une ardeur combative nouvelle.

Voilà exprimés en quelques mots, les résultats obtenus dans le domaine militaire par le pouvoir des Soviets. Qu'il me soit permis de dire encore quelques mots sur une question où les problèmes militaires se mêlent à d'autres problèmes et spécialement aux problèmes économiques — je veux parler des professionnels militaires.

XI. — *Le problème des professionnels dans l'armée*

Vous connaissez probablement les discussions que ce problème a soulevées. Vous savez aussi sans doute que bien des fois des camarades parmi les plus dévoués et les plus convaincus du bolchévisme communiste avaient élevé de vives protestations parce que nous utilisions, en organisant l'armée rouge socialiste, des anciens professionnels militaires du temps du tsar, des généraux et des officiers qui s'étaient entachés par les services rendus au régime tsariste et parfois même entachés par l'oppression sanglante du mouvement ouvrier et paysan.

La contradiction saute aux yeux ; l'indignation est toute spontanée pour ainsi dire. Comment peut-on reconstruire l'armée socialiste à l'aide de professionnels ayant servi le tsarisme

Et cependant le fait est que nous l'avons organisée ainsi. Et si l'on réfléchit quelque peu, on se rendra facilement compte que l'organisation de l'armée rouge ne pouvait absolument pas se faire autrement. Ceci n'est pas seulement le cas qui s'est présenté dans l'armée ; partout dans la vie nationale et dans la politique économique nous avons eu à agir

de même : construire l'organisation socialiste à l'aide des professionnels et des techniciens du tsarisme.

Les vieux socialistes utopistes disaient qu'il fallait construire la société socialiste avec des hommes autrement faits, qu'il fallait d'abord éduquer des hommes probes, propres, instruits et ensuite de ces hommes faire des socialistes. Nous avons toujours ri en entendant cela et nous avons toujours déclaré que ce raisonnement n'est qu'un amusement, un jeu de poupées pour les grandes filles du socialisme, mais non pour des hommes politiques sérieux.

XII. — *La construction de la société communiste avec le matériel humain corrompu par le capitalisme, mais retrempé.*

Nous voulons instituer le socialisme avec des hommes que le capitalisme a éduqués et qu'il a corrompus, mais qu'il a retrempés pour la lutte. Il y a des prolétaires qui sont si retrempés qu'ils sont capables de faire des sacrifices plus grands que n'importe quelle armée ; il y a des millions et des millions de paysans opprimés, ignorants, dispersés, mais qui sont capables de se grouper pour lutter autour du prolétariat, si celui-ci poursuit une tactique raisonnable. Et il y a des savants et des techniciens qui sont imbus d'idéologie bourgeoise, il y a des militaires professionnels qui sont élevés dans la bourgeoisie sinon, et c'est le cas le plus fréquent, dans la société des gros propriétaires, société du régime du knout et de l'esclavage. Quant à l'économie nationale, tous les agronomes, les ingénieurs, les instructeurs proviennent de la classe possédante ; ils n'ont pas pu tomber du ciel. Le prolétaire qui n'a aucune propriété et passe sa vie à côté d'une machine, de même que le paysan courbé éternellement sur sa charrue ne peuvent pas suivre les cours de l'Université, que ce soit Nicolas II qui règne ou le président de la république Wilson. La science et les connaissances techniques sont réservées aux riches ; le capitalisme ne donne la culture qu'à une minorité. Et nous sommes obligés d'orga-

niser le régime socialiste avec cette minorité cultivée. Nous n'avons pas d'autre matériel. Nous voulons construire la société socialiste avec le matériel que le capitalisme nous laisse en héritage, et non pas avec des hommes élevés dans des serres. Nous avons des professionnels bourgeois et rien d'autre. Nous n'avons pas d'autres pierres pour bâtir, nous ne pouvons pas bâtir avec autre chose. Le socialisme doit vaincre, et nous socialistes et communistes, nous devons prouver par les actes que nous sommes en état d'élever l'édifice socialiste avec ces pierres, de bâtir la société communiste avec des prolétaires qui n'ont joui de la culture qu'à un degré tout à fait rudimentaire, et avec des professionnels bourgeois.

Et si vous ne pouvez pas construire la société communiste avec ce matériel, vous n'êtes alors que de vains phraseurs.

C'est l'héritage historique du capitalisme mondial qui nous pose le problème de cette manière et sous cette forme ! C'est là la difficulté qui nous a été opposée, lorsque nous nous sommes emparés du pouvoir, lorsque nous avons pris en nos mains l'appareil soviétique !

C'était une moitié de notre tâche et la plus grande. L'appareil soviétique — c'est dire que les travailleurs sont assemblés de telle manière qu'ils étouffent le capitalisme sous le poids de leur association en masse. Ils l'ont étouffé. Mais le capitalisme étouffé ne donnera à manger à personne. Il fallait s'emparer de toute la science, de la technique, de toutes les connaissances acquises par l'homme aussi bien que de l'art. D'une autre manière il est impossible de construire une société communiste viable. Mais cette science, cette technique, cet art sont entre les mains et dans les têtes des professionnels.

Tel est le problème qui se pose partout, — un problème plein de contradictions comme le capitalisme lui-même, un problème extrêmement difficile, mais qu'il est possible de résoudre et de réaliser. Non parce que, au bout d'une vingtaine d'années nous aurons éduqué des professionnels communistes, non, pardonnez-moi, nous devons organiser

tout maintenant, non pas dans vingt ans, mais dans deux mois, pour pouvoir lutter contre la bourgeoisie, contre la science et la technique bourgeoises du monde entier. Nous devons vaincre. Il est difficile de forcer par le poids de notre masse les professionnels bourgeois à nous servir ; il est difficile, mais possible, et si nous agissons ainsi, nous vaincrons sûrement.

Lorsque récemment le camarade Trotzky me communiqua qu'il y a chez nous, dans notre service militaire, plusieurs milliers d'officiers, j'ai eu alors une idée concrète du secret d'utiliser nos ennemis et comment on peut forcer les adversaires du communisme à bâtir l'édifice communiste avec des pierres que le capitalisme avait préparées contre nous ! Toutes les pierres à bâtir ne nous ont pas été données. Et il faut que nous forcions les professionnels bourgeois à ériger avec les pierres qui existent et sous la direction du prolétariat, notre édifice social. Oui, c'est difficile, mais c'est là que se trouve le gage de la victoire.

Dans cette voie, qui est une voie nouvelle et difficile, nous avons commis naturellement pas mal de fautes. Bien des défaites nous y attendaient. On sait qu'un certain nombre de professionnels nous trahissaient systématiquement. Nous nous butons partout à une mauvaise volonté, à un sabotage malveillant.

Nous connaissons l'existence de ces énormes difficultés ; nous savons qu'il est impossible de les vaincre par la violence seule... Naturellement, nous ne sommes pas contre la violence, nous ne pouvons que rire de ceux qui repoussent la dictature du prolétariat, car ce sont des imbéciles qui n'arrivent pas à comprendre qu'il ne peut y avoir que dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie. Celui qui s'exprime autrement est un sot ou un homme dont les connaissances politiques ne sont pas plus étendues que celles d'un crétin, et il faut avoir honte de laisser un tel homme monter à la tribune pour parler dans une réunion. Il ne peut y avoir que violence exercée sur les Liebknecht et les Luxembourgs, le meurtre des meilleurs

parmi les chefs ouvriers ou oppression violente des exploités, et celui qui rêve d'un milieu entre ces deux dictatures, est notre ennemi le plus nuisible, le plus dangereux. Voilà où en est la question aujourd'hui. Alors si nous parlons de l'emploi des professionnels, il faut que nous tenions compte de l'expérience du gouvernement des Soviets depuis une année. Au cours de cette année nous avons terrassé et vaincu les exploités ; maintenant il faut que nous résolvions la question de l'utilisation des professionnels bourgeois. Avec la violence seule, je le répète, il n'y a rien à faire ici. Pour que tous les professionnels bourgeois se soumettent, il faut comme complément à la violence, après que la violence aura vaincu, de l'organisation ; de la discipline et l'autorité morale du prolétariat victorieux.

L'on pouvait dire au lieu de violence, Lénine recommande l'influence morale. Mais il est stupide de croire que l'on peut résoudre par la violence seule la question de l'organisation d'un nouveau système économique et technique pour la construction de la société communiste. Ce serait absurde ! En tant que parti, en tant qu'hommes qui ont appris quelque chose au cours de cette année du travail soviétique nous ne commettrons pas cette sottise et préserverons d'elle le peuple.

Utiliser l'appareil tout entier de la société capitaliste bourgeoise, c'est une tâche qui exige non seulement une victorieuse application de la violence, elle exige encore surtout une organisation, une discipline, une discipline de camarades, une organisation de l'influence du prolétariat sur le reste de la population, et l'établissement de nouveaux rapports dans le peuple, afin que le technicien bourgeois se rende compte qu'il n'y a aucune issue, qu'un retour à l'ancienne société est impossible et qu'il ne peut travailler qu'avec les communistes qui sont à ses côtés, qui guident la masse et jouissent de sa confiance absolue et dont les efforts tendent à ce que les fruits de la science et de la technique bourgeoises, les fruits des milliers d'années de civilisation n'appartiennent plus seulement à une poignée d'hommes qui en profitent pour s'enrichir et s'élever au-des-

sus des autres, mais que ces fruits soient la propriété de tous ceux qui travaillent, sans aucune exception.

C'est une tâche extrêmement difficile et il faut un siècle pour la réaliser pleinement. Mais pour pouvoir la réaliser, il faut créer un pouvoir, il faut créer une discipline, une discipline de camarades, une discipline soviétique, une discipline prolétarienne qui, non seulement écrasera physiquement les contre-révolutionnaires, mais qui sera capable de les incorporer tous jusqu'au dernier au prolétariat, et ainsi de les subordonner et de les forcer à suivre notre chemin, à servir notre cause.

Dans tous les conseils économiques, dans tous les comités de fabrique, dans toutes les usines nationalisées, soit que nous réorganisions l'armée, soit que nous reconstruisions économiquement le pays, partout et à chaque instant — je le répète — cette tâche s'imposait. Il ne s'est pas écoulé une semaine sans que nous en parlions au conseil des Commissaires du peuple et sans que nous prenions une décision à ce sujet. Je suis certain que, dans la Russie des Soviets, il n'y a pas un seul comité de fabrique, pas une seule commune agricole, pas un seul conseil économique, pas un seul bureau économique régional auxquels cette tâche ne s'est imposée au moins une douzaine de fois au cours de cette année d'action soviétique.

Toute la difficulté de cette tâche réside là, et c'est pourquoi ce n'est pas une tâche ingrate, et c'est elle qui est le principal sujet de notre action maintenant que la révolution prolétarienne a anéanti les exploités. Nous avons réduit à l'impuissance les exploités, parce qu'il était nécessaire de le faire. Mais il y a encore autre chose qui est aussi nécessaire : c'est qu'il faut, par la force que possède la nouvelle organisation, obliger les bourgeois à servir notre cause, il faut les guérir de leurs tares, il faut les empêcher de revenir à leur ancienne habitude qui est d'exploiter son prochain. Ces vieux bourgeois qui se sont donné le nom de menchéviks ou de socialistes révolutionnaires sont restés toujours des bourgeois, et ils sont cependant officiers dans notre armée

et font partie de nos états-majors ; ils sont ingénieurs, agronomes. Le nom ne change rien, ils sont bourgeois de la tête aux pieds, ils sont bourgeois par leur idéologie aussi bien que par leurs habitudes.

Alors, faut-il que nous les jetions par-dessus bord ? On ne peut pas jeter par-dessus bord des centaines de milliers d'hommes ! Si nous le faisons, nous minerions nous-mêmes notre position. Nous ne pouvons pas construire la société communiste avec autre chose que le matériel que la société capitaliste a préparé. Il ne faut pas les rejeter, ces bourgeois, mais il faut briser leur résistance, les tenir toujours à l'œil et ne pas leur faire de concessions politiques que les hommes sans caractères sont prêts à chaque instant à consentir. De cette manière, les hommes cultivés tombent sous l'influence de la politique bourgeoise, car ils ont reçu toute leur culture de la bourgeoisie. C'est pourquoi ils trébuchent à chaque pas et font des concessions politiques à la bourgeoisie.

Un communiste qui dit qu'il ne faut pas en venir là, qu'il ne faut pas se salir les mains, qu'il veut garder propres ses mains de communiste, qu'il construira la société communiste avec des mains communistes propres, sans avoir recours à ces coopérateurs méprisables que sont les bourgeois contre-révolutionnaires ; le communiste qui parle ainsi n'est qu'un vain phraseur, car il est absolument indispensable de se servir de techniciens et de professionnels bourgeois.

Pratiquement, notre tâche consiste à nous servir des hommes que la bourgeoisie a éduqués contre nous, à les surveiller constamment, à les subordonner à un commissaire du travail pris parmi les membres d'une organisation communiste, à faire échouer constamment tous les essais contre-révolutionnaires et, en même temps, à se faire instruire par ces hommes.

Dans le meilleur des cas nous disposons de la science de l'agitateur, du propagandiste, de l'homme retrempé par la vie infernale de l'ouvrier d'usine ou du paysan affamé, — science qui nous apprend à persévérer, à être obstinés dans

la lutte, ce qui nous a sauvé jusqu'à présent. Tout cela est nécessaire, mais ce n'est pas suffisant ; on ne peut pas vaincre rien qu'avec cela ; pour que la victoire soit complète et définitive, il faut prendre tout ce que le capitalisme a de précieux — il faut s'emparer de toute la science et de la culture.

Mais où et comment les prendre ? Il faut que nous fassions l'apprentissage chez eux, chez nos ennemis ; il faut que nos paysans avancés, que nos ouvriers conscients, dans les bureaux régionaux économiques et dans les usines, soient les élèves des agronomes et des ingénieurs bourgeois pour s'approprier ainsi les fruits de la culture bourgeoise.

(A suivre.)

N. LENINE.

Le Travail dans la Grèce Ancienne

On a affirmé, il n'y a pas très longtemps, en Allemagne, que la République des *Soviets* rappelle les anciennes démocraties grecques. Cette thèse aurait eu une importance de premier ordre au commencement du XIX^e siècle, alors que les protagonistes des grandes réformes sociales croyaient qu'ils ne pouvaient mieux faire que de s'inspirer des exemples classiques ; l'histoire des cités helléniques et les théories que les philosophes avaient construites en raison de leur expérience de la vie démocratique, semblaient destinées à diriger la pensée moderne, comme les chefs-d'œuvre de la sculpture ancienne servaient de base à l'enseignement des arts. Ces conceptions avaient disparu presque complètement sous l'influence du marxisme, mais, depuis quelques années, il s'est produit un prodigieux réveil du vieux socialisme-utopique, qui rend leur vigueur à quantité d'illusions, tandis

que le marxisme est partout dénoncé comme un détestable sophisme *boche* ; il n'est donc plus permis de négliger l'examen des analogies qui peuvent exister entre les réalisations actuelles du socialisme et l'antiquité classique. C'est pourquoi on ne saurait être trop reconnaissant aux érudits qui, comme vient de faire le professeur Glotz, nous mettent en état de nous rendre compte des évolutions que subirent le travail et les principales institutions de la Grèce avant la conquête romaine.

Il me semble toutefois qu'il existe une lacune assez grave dans le livre dont je vais parler (*Le travail dans la Grèce ancienne*, Alcan éditeur). Je place ma critique sous l'égide de Renan, qui n'était pas seulement un érudit, mais encore un philosophe. Voici ce qu'on lit au début de son *Histoire du peuple d'Israël* : « Notre science, notre art, notre littérature, notre philosophie, notre morale, notre stratégie, notre diplomatie, notre droit maritime et international, sont grecs d'origine ». La civilisation rationnelle des Grecs n'aurait eu qu'un seul défaut ; elle ne tenait pas compte des réclamations que les classes pauvres peuvent formuler (comme le firent en leur nom les prophètes d'Israël), en invoquant la justice absolue d'un Dieu censé juste. Mais, dans cette énumération des trésors légués par la Grèce à l'intelligence moderne, je ne vois pas figurer le droit civil ; cet absence de droit civil paraîtra à quelques personnes propre à bien diminuer l'admiration que nous sommes invités par Renan à éprouver pour la Grèce. Il est acquis, depuis la vulgarisation des théories historiques de Marx, que le droit est de tous les produits de l'intelligence celui qui a le plus d'affinités avec l'économie de la production. J'ai vainement cherché dans ce livre consacré à l'étude du travail et des principales institutions une indication permettant de faire des hypothèses vraisemblables sur ce que l'on peut nommer l'incapacité juridique des Grecs.

M. Glotz remarque très justement que le socialisme des grands philosophes grecs est « par essence agraire et aristocratique » ; il pense même que c'est à des amis du régime

oligarchique que seraient dus presque tous les projets de profondes réformes ; Platon notamment propose « un étaticisme d'aristocrate » (p. 187-188). Il me semble qu'il faudrait aller un peu plus loin dans cette voie, en partant du fait que les mœurs spartiates ont exercé une influence prépondérante sur l'esprit des penseurs grecs les plus illustres. Cette constitution de Sparte fut examinée en détail au chapitre III de la deuxième partie : « Le peuple spartiate était une armée toujours mobilisée et concentrée d'avance » (p. 110) ; 25.000 personnes d'une aristocratie militaire étaient entretenues par une population de serfs dix fois plus nombreuse, tandis qu'il existait 100.000 personnes de condition libre, occupées à travailler leurs terres et à exercer des métiers. Contrairement à ce que l'on a cru souvent, les ilotes pouvaient arriver, bien des fois, à une véritable aisance, tandis que les nobles, qui ne travaillaient pas et qui recevaient une redevance invariable en produits naturels, tombaient en grand nombre dans la pauvreté » (p. 113). C'est de cette situation économique que Platon s'est inspiré, dans sa *République*, quand il impose un régime si peu enviable aux *hommes de la race d'or*, chargés de défendre l'Etat.

Les philosophes grecs, en établissant leurs utopies sociales, pensaient beaucoup plus aux questions militaires qu'aux questions économiques. Le grand problème était de former une milice citoyenne, possédant, comme cela avait lieu à Sparte, toutes les qualités d'une armée permanente. L'Europe moderne ne peut pas utiliser leurs conceptions parce qu'elle a hérité d'institutions militaires créées au cours d'une longue expérience des monarchies post-féodales ; jusqu'ici ce qu'on a appelé nation armée a été seulement une incorporation de tous les citoyens dans des cadres ayant reçu une éducation d'ancien régime ; on a rien proposé de pratique pour organiser des armées privées de l'esprit des monarchies conquérantes. La transformation se produira peut-être beaucoup plus simplement qu'on ne le croit, par le progrès de l'outillage employé pour la destruction ; l'ex-

périence de la dernière guerre a montré que les troupes improvisées de l'Amérique et des *dominions* anglais et même les nègres ramassés en Afrique valaient tout autant que les troupes maintenues de longues années sous les drapeaux ; il ne faut plus aujourd'hui une longue préparation aux soldats comme il en fallait une aux hoplites spartiates. On a pu même se demander si les connaissances spéciales que peuvent acquérir les officiers en restant longtemps au service, sont des facteurs importants de la victoire.

**

« Depuis qu'on possède beaucoup d'inscriptions relatives aux comptes des républiques grecques, on peut se faire une idée plus exacte qu'on ne le faisait autrefois, de la manière dont les Anciens comprenaient le travail manuel. Suivant Plutarque, Périclès aurait établi son programme des embellissements d'Athènes en vue de procurer de l'ouvrage aux citoyens pauvres (p. 181) ; mais je pense que cet écrivain a attribué à Périclès un plan qui lui paraissait propre à expliquer sa politique, sans avoir aucun document à l'appui de ses dires ; il ne semble pas d'ailleurs que des citoyens pauvres aient beaucoup profité des embellissements d'Athènes, car, dans les comptes de l'Erechtkéion, en 408, les vrais Athéniens n'occupent qu'une place bien médiocre par rapport aux esclaves et aux étrangers » (p. 208). « Les comptes d'Eleusis, en 328, montrent que l'activité des citoyens s'était encore ralentie au cours du temps » (p. 211). « Les citoyens, dit M. Glotz, perdent, au bout de quelques générations, le goût du travail agricole, industriel et commercial. Les Athéniens tendent à devenir des rentiers. Ce qui les attire, c'est la politique » (p. 201). Athènes créait des colonies pour les citoyens pauvres ; « malheureusement, les émigrants ont trop souvent perdu le goût de l'effort, gâtés par la politique. Ils afferment ou vendent leur lot et reviennent dans la grande ville manger leur rente ou leur capital. L'habitude est si bien prise que l'abus est consacré par un décret : en 427, il est décidé que les propriétaires de Mitylène cultive-

ront leurs terres à titre de fermiers et paieront une redevance à des *clérouques* demeurant à Athènes » (p. 180-181). Pendant un certain temps, on avait distribué un modeste salaire aux citoyens qui siégeaient dans les tribunaux ; « c'était, remarque à bon droit notre auteur, une sorte de pension de retraite attribuée à de vieux soldats ; mais, plus tard, quand on donna des jetons de présence à tous les citoyens qui assistaient à l'assemblée, on institua un « encouragement au chômage » (p. 180).

A l'époque macédonienne, cette *liste civile* des pauvres disparut parce qu'Athènes « n'eut plus la possibilité d'imposer de leurs tributs à d'autres cités ; il y eut une énorme émigration » (p. 397., p. 399). « Les successeurs d'Alexandre cherchèrent à attirer d'importantes populations helléniques dans les villes qu'ils fondèrent pour surveiller les étapes commerciales » (p. 400, 401). « En Egypte, les Ptolémées établirent dans le Fayoum des soldats en disponibilité qui mirent cette province en valeur » (p. 410). « Dans la vieille Grèce, la décadence se précipite partout, c'est en vain quand en Thessalie, plusieurs villes achètent des terrains pour les allotir et les distribuer aux pauvres ; mais on a beau faire, le territoire de Larissa reste en friche » (p. 413), la concurrence des pays riches était fatale à l'agriculture de ce pays dont le sol était pauvre ou épuisé.

M. Glotz pense que la Grèce n'avait pas assez de matières premières pour développer son industrie et était trop éloignée des grandes voies qui s'ouvraient maintenant au commerce (p. 398). Je me permets d'avoir quelques doutes sur cette explication de la décadence grecque. L'industrie antique n'opérait point comme la nôtre, sur des masses considérables ; ses matières premières ou fabriquées pouvaient donc supporter d'assez longs parcours ; les transports maritimes ne mettaient point les villes grecques dans un état de sérieuse infériorité par rapport aux villes d'Egypte et d'Asie. Cette opinion me semble trouver une singulière confirmation dans la description que M. Ferrero a donnée de l'industrie gauloise au temps d'Auguste : « Non seulement la Gaule

n'importera plus des céramiques d'Italie, mais elle exportera les siennes au delà du Rhin, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Afrique et même en Italie. En même temps que la céramique, la Gaule prenait à l'Orient et s'appropriait un art délicat, celui du verre. Les Bituriges inventaient l'art d'étamer et d'argenter les objets en fer. C'est à Alésia, dans la ville de Vercingétorix, que cet art devait bientôt fleurir et trouver une clientèle nombreuse dans tout l'Empire. Dans d'autres régions de la Gaule, des artisans non moins ingénieux teignaient en rouge les tissus, non plus avec le mollusque précieux dont on se servait pour la pourpre, mais avec le suc d'une plante très commune ; à côté de la pourpre véritable et coûteuse des seigneurs, il allait y avoir une pourpre commune pour les pauvres. La vieille industrie gauoise de l'émail devait également redevenir florissante » (*Grandeur et Décadence de Rome*, tome VI, p. 325-326). M. Ferrero regarde cette industrialisation de la Gaule comme un fait capital de l'histoire européenne ; il nomme ce pays une Egypte de l'Occident et il croit que c'est grâce à sa prospérité que le centre du gouvernement impérial a pu demeurer à Rome, au lieu de passer en Asie (p. 336-337).

On ne rencontre point chez les Grecs cette vive préoccupation du progrès industriel, qui assura tant de prospérité à la Gaule romaine. Nous sommes ainsi amenés à voir dans une certaine incurie technologique le principe essentiel de la décadence irrémédiable qui frappa la Grèce antique. Il est regrettable que M. Glotz n'ait pas donné plus de développement aux questions relatives aux origines des arts usuels et de l'outillage en Grèce ; mais le peu qu'il en dit nous permet de supposer qu'un peuple dont le génie artistique a été si souvent célébré, a été remarquablement mal doué au point de vue de l'invention industrielle. Il semble très probable qu'à la fin du VII^e siècle Glaucos de Chios importa la soudure du fer et qu'il n'inventa rien ; c'est aussi vers cette époque

que les Samiens apprirent des Egyptiens l'art de couler des bronzes de petite épaisseur ; toute la métallurgie du plomb et du cuivre et la coupellation de l'argent sont des procédés asiatiques. On s'est demandé souvent comment les Grecs ont pu demeurer étrangers à l'art de construire des voûtes que connaissent les Assyriens. Il est possible que sans les grandes révolutions qui accompagnèrent la décadence de l'Empire romain, les Grecs byzantins n'eussent pas emprunté à la Perse les principes de l'architecture à coupes.

Quand on parcourt l'*Elévateur* de Héron il est difficile de ne pas être choqué par l'absence d'imagination dont firent preuve les Grecs. Ces hommes si ingénieux connurent et employèrent longtemps, par exemple, la vis d'une façon barbare, sans savoir l'accoupler avec un écrou. Les appareils pneumatiques et hydrauliques décrits par Philon de Byzance sont des jouets ou des machines rurales d'Orient. Il est très probable que l'outillage destiné à élever l'eau dans les mines d'Espagne est plutôt phénicien que grec. M. Glotz semble avoir eu peur d'être accusé de manquer de respect aux anciens en approfondissant ces questions ; il dit que les Grecs ayant du travail servile en abondance n'éprouvaient pas le besoin d'inventer des machines (p. 321), mais leur esprit de routine se manifeste dans trop de branches de leur activité pour qu'ils aient pu être bien préparés à créer des innovations technologiques analogues à celles des modernes.

On pourrait se demander si les Japonais, qui sont, eux aussi, bien doués au point de vue de l'art, ne seraient pas condamnés à demeurer en arrière des nations progressistes ; aujourd'hui le capitalisme, qui règne chez eux comme en Europe, oblige tous les chefs d'entreprise à se tenir au courant des technologies nouvelles ; les Japonais ont montré un génie d'imitation si singulièrement éveillé qu'ils ne sont pas menacés de subir la même décadence que les anciens Grecs.

Les ouvriers russes ne montrent pas un goût très vif pour participer au progrès de la production ; Lénine ne veut pas que la Russie s'oriente dans la voie qui correspond aux ten-

dances de son prolétariat ; il prend, avec le plus grand courage, des mesures pour faire profiter son pays des concours que peuvent lui apporter les spécialistes distingués de l'étranger. La conduite de Lénine paraît scandaleuse aux démocrates qui croient encore, comme y croyait Rousseau à la rectitude de la volonté générale. Dans un discours prononcé le 6 novembre devant la Fédération des Industriels et des Commerçants français, M. Laskine a déclaré : « Le bolchevisme n'est en fait que le marxisme ». Cette formule est en parfait accord avec ce que je viens de dire sur l'organisation bolcheviste de la production en Russie. Lénine sait que, d'après Marx, la révolution prolétarienne doit marcher de pair avec de rapides progrès technologiques ; l'antiquité n'avait aucune idée d'une telle relation ; c'est pourquoi le socialisme contemporain a si peu à apprendre des utopistes qui ont voulu raisonner sur l'avenir du monde en s'inspirant de la vie des démocraties classiques. La dictature soviétique dont s'effrayent tant de socialistes français et belges n'aura plus aucune raison d'être quand les masses ouvrières de la Russie auront compris que leurs droits politiques sont fondés sur leurs qualités de bons producteurs.

Georges SOREL.

Le Mouvement prolétarien en Autriche

Le prolétariat autrichien se sent si satisfait qu'il n'a pas besoin du bolchevisme. Telle est l'impression que le résultat des élections dernières du 17 octobre devait produire sur tout homme ignorant la situation particulièrement misérable, où se débat la population de ce pays. A vrai dire, la défaite du parti communiste aux élections de l'Assemblée nationale fut écrasante. N'ayant pu obtenir un seul mandat sur cent soixante-quinze et ne réunissant même pas trois pour cent des voix prolétariennes, le parti communiste d'Autriche a acquis la conscience nette que, jusqu'ici, sa propagande et son action n'ont pas réussi à briser la puissance néfaste des social-patriotes.

Les élections dans un organisme de la démocratie bourgeoise ne sont pas des luttes décisives ; aussi les victoires remportées ou les échecs subis en semblable occasion ne peuvent-ils être que d'importance secondaire. Mais le scrutin peut fort bien servir de baromètre, indiquant les opinions et les passions des masses et c'est à ce point de vue que le parti communiste autrichien se sent battu. Le résultat des élections lui a révélé qu'il ne représente qu'un élément peu important dans le mouvement ouvrier d'Autriche et que l'immense majorité des travailleurs de ce pays est presque totalement indifférente à l'égard des grands problèmes de la révolution prolétarienne, qui déchaînent ailleurs toute l'activité et tout l'enthousiasme de la classe ouvrière.

Dans le monde entier, la lutte de classe s'aggrave incessamment. La situation économique des ouvriers empire sans cesse et devient de plus en plus insupportable. Des grèves éclatent, les patrons ripostent par des lock-outs, les travailleurs occupent les fabriques et les usines, les paysans s'emparent des terres seigneuriales, des troubles et des sou-

lèvements viennent ébranler la société capitaliste... C'est principalement dans l'Europe centrale, pillée non seulement par la cupidité de ses propres capitalistes, mais encore par celle des capitalistes des Etats vainqueurs, que les conditions déplorables dans lesquelles les prolétaires sont forcés de vivre, de travailler et de languir, excitent cet esprit de révolte qui donne naissance à un puissant mouvement communiste. Au milieu de ces tempêtes sociales annonçant l'avènement d'un ordre nouveau, il n'y a que l'Autriche qui semble inaccessible au souffle ardent de la révolution prolétarienne. Dans tous les pays voisins de l'Autriche, le mouvement communiste remporte, ou a remporté, de brillants succès. La majorité des ouvriers de la république tchéco-slovaque est sur le seuil de la Troisième Internationale. En Allemagne, un grand parti communiste, embrassant une minorité forte et énergique de la classe ouvrière allemande, vient de se constituer. La grande majorité du prolétariat italien fait partie de l'Internationale communiste. Les communistes de Yougoslavie ont derrière eux presque tous les travailleurs de leur pays, et en Hongrie, le communisme a même été vainqueur pour quelque temps. Il n'y a qu'en Autriche, le plus chétif et le plus misérable de tous les pays vaincus, dont la population a souffert plus que tout autre peuple de tous les maux du capitalisme, le pays où les symptômes de décomposition de l'ordre social actuel sont plus douloureux qu'ailleurs..., il n'y a qu'en Autriche que les communistes ont échoué à gagner les grandes masses du prolétariat ! Au milieu de la misère et de la détresse de l'époque de la révolution sociale, dont l'ouragan de feu anéantit le vieux monde pourri, l'Autriche forme pour ainsi dire une île bienheureuse où le bolchevisme n'est qu'une quantité négligeable.

Les ministres social-démocrates ayant démissionné, l'Autriche se voit maintenant gouvernée par un ministère exclusivement chrétien-social, c'est-à-dire ouvertement contre-révolutionnaire. La contre-révolution voilée, représentée par un régime qui n'a plus besoin de couvrir sa politique réac-

tionnaire sous des phrases de révolution. Le résultat des élections n'a pas changé grand'chose à la situation. Le scrutin ne fit qu'enregistrer le fait que la réaction qui, dès la chute de la dictature prolétarienne en Hongrie, s'est incessamment accrue, va encore en grandissant. Déjà pendant que les social-patriotes détenaient le pouvoir, la réaction s'arma plus ou moins clandestinement ; la résistance, autrefois passive des paysans cléricaux, devint de plus en plus active, et l'esprit de révolte, la haute conscience de lutte des travailleurs furent suffoqués par la politique d'apaisement des réformistes. Une fois assez forte pour gouverner seule, la bourgeoisie n'eut plus besoin des laquais qui, plusieurs fois, lui avaient sauvé la vie depuis le renversement en novembre 1918.

Actuellement, la réaction a submergé l'Europe centrale. La politique des social-démocrates, qui avaient cru pouvoir défendre les positions de la classe ouvrière au moyen de la démocratie bourgeoise, a complètement fait faillite. Après s'être loués jusqu'à l'excès d'avoir sauvé le prolétariat autrichien, grâce à leur politique modérée et « prévoyante », des sévices de la contre-révolution, ils voient se dresser devant eux la réaction qu'ils ont combattue comme l'autriche, en fermant les yeux au plus fort du danger. La révolution dans l'Europe centrale en 1918 ne réalisa aucun des espoirs que les masses avaient en elle. La déception du peuple qui, en novembre 1918, avait vu poindre l'aube d'une ère nouvelle, entraîna la réaction. Cependant, tandis qu'en Allemagne, en Tchéco-Slovaquie et dans tous les autres pays, la réaction croissante fit augmenter le radicalisme, la conscience de classe et l'intransigeance des masses prolétariennes, ce processus dialectique inévitable semble faire défaut en Autriche. Les élections de juin en Allemagne, les événements récents en Tchéco-Slovaquie et en Yougoslavie et partout dans le monde nous enseignent qu'à mesure que la puissance et la répression de la contre-révolution s'accroissent, le mouvement communiste se développe. A une forte réaction correspond un fort parti révolutionnaire, tandis que

les partis modérés du centre sont écrasés. En Autriche, la victoire de la réaction est pour ainsi dire double : non seulement l'orientation à droite de la bourgeoisie s'est clairement prononcée, mais encore, à l'inverse de l'évolution dans les autres pays, le parti communiste, dont le développement aurait dû correspondre à la crue des partis extrêmes de l'« ordre », a essuyé une débâcle vraiment inattendue.

Où en trouver l'explication ? De tous les pays de l'Europe, l'Autriche serait-elle le seul qui ne soit pas mûr pour le socialisme ? Le moujik tant raillé et caricaturé hors de Russie aurait-il vraiment démontré une meilleure conception des nécessités du moment que le travailleur autrichien ? Il ne s'agit pas ici d'expliquer l'échec du parti communiste autrichien aux élections récentes, mais d'examiner les causes qui ont retardé tout le mouvement communiste en Autriche. Le scrutin ne reflète pas exactement la vraie force du mouvement communiste autrichien, toute une série de circonstances contraires ayant contribué à entraver la campagne électorale du parti communiste : les ouvriers avaient à souffrir de la terreur particulière des social-démocrates, les autorités de la république « démocratique » empêchèrent, en les arrêtant et en les emprisonnant, les candidats communistes de parler aux masses ; la censure interdit d'afficher des placards communistes « excitant la population à la haine des classes et des institutions constitutionnelles de la république démocratique ». Toutefois, le nombre des communistes et de ceux qui, bien que faisant encore partie du parti social-démocrate, sont favorables à la III^e Internationale, ne dépasse point dix pour cent de la classe ouvrière. L'opposition au sein du parti-social-démocrate luttant en faveur de Moscou ne forme qu'une minorité infime des membres du parti. Dans une réunion de délégués à Vienne, sa motion n'obtint que 6 voix sur 2.000 !

La maturité économique pour l'avènement du socialisme est incontestable. La guerre mondiale a créé non seulement toutes les conditions assurant la possibilité de la transformation de la société capitaliste, elle a même engendré les

forces qui rendent cette transformation fatale et immédiatement nécessaire. Le renversement de novembre 1918 marque le début des luttes finales pour le socialisme, dont la victoire, cependant, ne peut être l'œuvre de quelques semaines ni de quelques mois. La guerre menée jusqu'au bout, jusqu'à l'épuisement extrême du capitalisme, devait se terminer par l'effondrement complet de l'ordre social de la bourgeoisie. Mais le prolétariat n'avait pas encore la maturité nécessaire pour conserver le pouvoir qui lui était échu, moins par une lutte consciente et acharnée que par la conséquence logique de la déroute capitaliste. Trompées et séduites par les promesses éblouissantes des social-patriotes, la classe ouvrière et presque toute la classe moyenne prolétarisée au cours de la guerre, s'enivraient de la « démocratie », qui, dans leur imagination, était devenue la panacée de tous les maux et de toutes les misères de la guerre. Le socialisme réformiste réalise sans difficulté ni guerre civile, ni dictature « terroriste », mais au moyen de la démocratie sainte et vénérée. Voilà ce que promirent les chefs social-démocrates aux masses enthousiasmées, qui proclamèrent gouvernement socialiste, le gouvernement de coalition chrétien-social-démocrate et qui, « humbles têtes éclipsées », avaient foi dans une commission pour la « socialisation » dont le vice-président était l'ecclésiastique Seipel.

Mais les grandes conquêtes tant espérées de la démocratie et du gouvernement « socialiste » tardèrent à se faire sentir par le prolétariat dont la vie se faisait de plus en plus difficile. Le lendemain de la victoire électorale des social-patriotes, en février 1919, qui donnait lieu à la politique de réformes, démontra, par une crise industrielle embrassant toute l'Autriche la valeur du régime démocratique et « socialiste ». L'enthousiasme passionné de la soi-disant révolution de novembre fut suivi d'un mal aux cheveux peu reconfortant.

Les éléments petit-bourgeois étaient venus à la social-démocratie lors de l'effondrement des puissances centrales, moins par sympathie pour le socialisme, dont la doctrine

leur était totalement étrangère, qu'en raison de la répugnance qu'ils éprouvaient vis-à-vis de la guerre. Ces gens-là, trompés dans leurs espoirs et aigris par la politique maladroite des leaders social-démocrates à l'égard du prolétariat intellectuel, quittèrent le parti auquel ils n'avaient jamais appartenu par l'acceptation de ses principes. Les autres prolétaires révolutionnaires furent poussés à gauche par la coopération révisionniste de classes que pratiquèrent les chefs du parti social-démocrate et rejoignirent le parti communiste fondé un peu prématurément en novembre 1919.

C'est une évolution qui s'est manifestée dans tous les pays de la révolution de novembre, en Allemagne, et en Tchécoslovaquie aussi bien qu'en Autriche ; mais tandis que, dans ces pays, la plus grande partie des masses déçues se tourna à gauche — les partis de droite ne se sont pas considérablement agrandis — l'écrasante majorité de ces gens, en Autriche, dévia à droite. Les conditions mentales de la révolution tardent à se créer, justement dans le pays où la décadence du capitalisme est arrivée à un point dont tous les autres Etats sont encore fort éloignés.

Quelles sont les causes de ce retard ? Voilà le problème de la révolution prolétarienne en Autriche. On pourrait citer la mentalité de la population autrichienne, qui ne s'est jamais intéressée extraordinairement aux affaires politiques.

L'Autrichien n'a pas le goût des discussions sérieuses ; il préfère plutôt l'audition d'une opérette ou une représentation de cinéma, et en Autriche, hélas ! la classe ouvrière elle aussi est autrichienne !... On pourrait mentionner, en dehors du caractère insouciant et apathique des Autrichiens, les traditions séculaires du cléricisme, dont la monarchie austro-hongroise fut la Bastille la plus puissante. Le régime de Metternich pèse encore aujourd'hui sur les cerveaux, en leur ôtant le libre arbitre et les livrant, incapables d'un jugement clair, aux machinations des fourbes les plus rusés. La foi aveugle dans l'autorité paralyse toute pensée libre et indépendante, toute action décidée et énergique. Mais, les paysans russes, asservis par le knout du Tsar,

étaient-ils moins apathiques que les Autrichiens, et n'étaient-ils pas exposés, autant que les autres, sinon plus, à l'influence délétère du clergé ? D'autre part, certains prétendent que la direction peu capable du parti communiste d'Autriche est la cause de la non-réussite de la propagande communiste. Nul connaissant ce parti et sa direction ne niera que son comité central se compose de camarades faibles, quoique inspirés des meilleures intentions. Mais il paraît que l'insuffisance et les défauts des leaders sont plutôt la conséquence que la cause d'un mouvement sans force ni expulsion.

A vrai dire, toutes ces considérations ne sauraient contenter l'esprit critique qui entend donner une analyse marxiste des phénomènes révolutionnaires, ou mieux, contre-révolutionnaires, en Autriche. La cause principale de la langueur du mouvement révolutionnaire en Autriche est la situation exceptionnelle de ce pays dans la politique européenne et l'excès de misère qui ne se rencontre dans aucune autre contrée. Les privations que le prolétariat autrichien a eues à subir depuis la conclusion de l'armistice dépassent tout ce que devaient essuyer les autres peuples. L'épuisement, les fatigues et enfin les souffrances continuelles rendent bien compréhensibles l'apathie et la dépression extraordinaires des riverains du Danube. La dépendance absolue de l'Autriche des grandes puissances occidentales de la Sainte Alliance capitaliste maintient la population dans la crainte perpétuelle que l'Entente ne coupe les transports des vivres, du combustible et des matières premières que l'Autriche est forcée d'acheter à l'étranger. Aussi ce peuple n'ose-t-il même pas bouger de crainte de déplaire à ses maîtres. Les social-patriotes ont bien su se servir de ses appréhensions pour éteindre dans les masses le feu révolutionnaire qui les animait en novembre 1918 et qui, à plusieurs reprises, menaçait de faire éruption.

Il faut pourtant observer qu'en Autriche, le cléricisme possède encore une influence considérable dans les milieux prolétariens, et c'est pourquoi on peut attribuer en partie

la répartition des forces des partis, révélée par le scrutin du 17 octobre dernier, - à la prédominance extraordinaire du clergé. Le cabinet actuel, composé exclusivement de chrétiens-sociaux, représente une étape nécessaire dans le développement de la révolution, qui se prépare à fond. Avant de continuer sa marche commencée en novembre 1918, elle déblaise et laboure le terrain qu'elle aura à faire fructifier. Le fait qu'en Autriche, contrairement à l'évolution des pays voisins, le courant à gauche ne s'est guère fortifié, tandis que presque tous les déçus de la politique des social-démocrates se sont placés à droite, démontre que l'Autriche a encore besoin d'être gouvernée par un cabinet ouvertement contre-révolutionnaire, composé des amis de M. Horthy, pour guérir ses habitants de leur crétinisme réactionnaire. Comme en Angleterre, où les masses ne croient plus qu'à la toute-puissante démocratie, un gouvernement purement socialiste avec MM. Henderson, Snowden, etc., serait à désirer pour qu'elles reconnaissent l'impuissance du ministérialisme, ainsi il faut encore désillusionner bien des Autrichiens à l'égard du « socialisme » chrétien, en leur offrant l'occasion de jouir des bienfaits d'un tel régime.

Elles en ont maintenant l'occasion ! C'est ainsi qu'elles seront guéries de leurs rêves réactionnaires. *La transformation des esprits, qui va s'accomplir à présent, aurait dû précéder la révolution de novembre 1918, si on avait voulu exiger de celle-ci des effets plus graves, plus profonds et plus durables.*

La politique nouvelle, que poursuivra le gouvernement des monarchistes clandestins, ne manquera pas de hâter la guérison de ceux qui s'étaient laissé entraîner vers les illusions du « socialisme » chrétien à la méthode de M. Horthy. Mais elle ne pourra être, à l'égard du communisme, d'une influence décisive sur les masses autrichiennes, bien qu'il soit à prévoir que malgré l'échec du P. C. aux élections, le mouvement communiste gagnera en profondeur et en largeur. Dépendant en premier lieu de la position de l'Autriche dans le système politique que les puissances alliées ont

construit dans l'Europe centrale, le mouvement communisme autrichien ne pourra se développer librement qu'après que ces obstacles auront été brisés.

Le mouvement révolutionnaire dans les pays voisins de l'Autriche fait de rapides progrès. En considérant la situation, on doit avouer qu'il est fort probable que le développement révolutionnaire dans les Etats limitrophes aura abouti à la révolution avant que le mouvement communiste en Autriche ait acquis les forces nécessaires pour une révolution indépendante. C'est la révolution dans ces pays qui brisera le système de domination de l'Entente dans l'Europe centrale et qui déchaînera aussi en Autriche des tempêtes dont la puissance a été si longtemps paralysée.

Dans ce cas, toutefois, les camarades des autres pays auront assez à travailler à leurs propres affaires et ne seront guère en état d'aider sur-le-champ la classe ouvrière d'Autriche. C'est donc aux communistes autrichiens de préparer eux-mêmes avec plus d'élan et plus d'énergie que jamais, la dictature soviétique dans leur pays !

L. REVO.

La Crise du Socialisme Italien

Le parti socialiste italien, comme tous les partis socialistes d'Europe, traverse une crise, qui est devenue aiguë depuis le Congrès de Moscou : celui-ci a obligé les P. S. à sortir de la période des atermoiements et à prendre une attitude franche.

On aurait pu croire que cette crise serait épargnée au P. S. I. Il avait eu pendant toute la guerre une conduite nettement socialiste ; puis au Congrès de Bologne, en octobre 1919, il avait révisé sa charte fondamentale de 1892 (Congrès de Gênes), dans un sens révolutionnaire, proclamé l'impossibilité de la transformation de la société par la conquête des institutions bourgeoises au moyen du bulletin électoral, et la nécessité de l'emploi de la violence, il avait adhéré à la III^e Internationale.

On aurait pu croire que cette adhésion eût été considérée à Moscou comme définitive et que l'on n'y eût pas songé à subordonner après coup l'admission du P. S. I. à l'acceptation des conditions que l'on impose aux partis aspirant à entrer dans l'Internationale.

Mais, contrairement à ce que l'on entend si souvent répéter les Russes sont en général très bien informés de l'état du mouvement socialiste dans les différents pays. Ils ont vu clairement que si le P. S. I., par sa ferme attitude d'opposition pendant la guerre et par les formules précises et frappantes, en laquelle se résumait son action, avait rallié autour de lui les masses populaires, il avait en revanche perdu son élan depuis la fin du conflit, il n'avait pas mis à profit le désarroi de la bourgeoisie, s'était dépensé en violences verbales, et n'avait point su donner de directives précises aux énergies des masses impatientes d'agir, qui s'étaient épuisées en vain en mouvements sporadiques.

Les Russes avaient aussi constaté que la grande victoire électorale, qui avait amené l'an dernier 156 députés socialistes à la Chambre, avait indubitablement nui à l'action de l'ensemble du parti, et que la constitution de ce puissant groupe parlementaire avait ravivé les espoirs des réformistes, renforcés par de nouvelles recrues : bon nombre de ces nouveaux députés s'étaient présentés comme maximalistes parce que le « maximalisme » était alors si bien porté que les réformistes eux-mêmes s'étaient intitulés à Bologne *maximalistes unitaires* ; mais dans l'atmosphère de Montecitorio, ils s'étaient bientôt révélés tels qu'ils étaient en réalité, c'est-à-dire tout disposés à s'acclimater au parlementarisme.

Quand la nombreuse délégation italienne arriva en Russie, elle fut, comme les autres délégations, admirablement reçue, avec ce sens de l'hospitalité qu'ont les Russes. Mais tout amis de la première heure qu'ils étaient, les socialistes italiens ne furent pas traités ainsi « en enfants gâtés » qu'ils l'avaient espéré. Les Communistes russes, avec la franchise brutale qui leur est coutumière, leur firent toutes les critiques qu'ils jugèrent opportun de leur faire, et leur déclarèrent qu'ils auraient, eux aussi, à procéder à l'épuration de leur parti pour en faire un véritable parti communiste et à se soumettre aux vingt et une conditions.

C'est ce qui explique l'acharnement de Serrati à rappeler que les 21 conditions sont strictement applicables à tous les P. S. et son insistance à faire remarquer le contraste entre l'indulgence des Russes vis-à-vis des Italiens, en opposant l'attitude, pendant la guerre, de Modigliani, frappé d'ostracisme par la III^e Internationale, et celle de Cachin, accueilli favorablement.

Les critiques faites par les Communistes de la III^e Internationale à l'action du P. S. I. sont résumées dans un document capital : l'adresse au P. S. et au prolétariat révolutionnaire italien, signée le 27 août par le Comité exécutif de la III^e Internationale et remise aux délégués avant leur départ pour l'Italie.

Le Comité exécutif attire notamment l'attention des socia-

listes italiens sur le danger que présente en ce moment la présence au sein du parti et des organisations syndicales, des éléments réformistes qui tendent à paralyser l'élan révolutionnaire des masses et à prolonger l'existence du régime capitaliste bourgeois ; sous prétexte que l'Italie ne peut tenter seule un mouvement révolutionnaire, parce qu'elle manque de charbon et de vivres et ne pourrait résister à l'attaque des puissances restées sous le régime capitaliste, mais les réformistes font le même raisonnement dans chaque pays, et sous prétexte d'attendre que le voisin commence, personne ne commencera : cette politique, selon le Comité exécutif de Moscou, serait la meilleure garantie de la prolongation de l'existence du régime capitaliste.

L'adresse insiste sur un fait que j'ai déjà signalé ici : lasses d'attendre des directives précises, un mot d'ordre, une action efficace de la part des chefs socialistes, les masses se tournent vers les syndicalistes révolutionnaires et les communistes anarchistes. Il faut se séparer délibérément des éléments réformistes, et d'autre part, tenter de réaliser l'unité ouvrière en assimilant le plus possible les éléments qui adhèrent maintenant aux groupements syndicalistes révolutionnaires et anarchistes, parce qu'ils trouvent le P. S. encore contaminé par le réformisme et le démocratisme bourgeois. La porte ouverte à gauche et fermée à droite, telle est en un mot la tactique préconisée par le Comité exécutif, qui ne cesse d'insister sur la nécessité de maintenir le contact le plus étroit avec les masses, même non organisées, et de prêter la plus grande attention au mouvement de constitution des conseils de fabrique et d'atelier.

Ce document si important n'a été publié par l'*Avanti* que le 12 octobre et seulement dans l'édition de Turin ; cette édition, qui a maintenant une direction séparée, est désormais, l'organe de la fraction communiste du parti, et diffère complètement de l'*Avanti* ! de Milan, resté sous la direction de Serrati.

La direction du P. S. s'est prononcée à la majorité de deux voix seulement pour l'acceptation sans restrictions des con-

ditions de Moscou et pour l'épuration radicale du parti, contre l'avis de Serrati qui voudrait maintenir l'unité du parti et limiter les exclusions à quelques cas individuels de militants « prêchant et pratiquant le collaborationnisme de classe » (cas exclusivement rares dans le P. S. I. où personne n'avoue ouvertement ses tendances collaborationnistes).

La gauche du parti est formée maintenant par la fraction communiste qui groupe la majorité de la direction du parti, par la section de Turin et celles qui suivent ses directives approuvées par Lénine et par les abstentionnistes, adversaires de la participation aux élections (Bordiga, le journal napolitain *le Soviet*).

La droite du parti a tenu son congrès à Reggio Emilia les 10 et 11 octobre. Il n'y avait guère qu'une quarantaine de députés présents, bien que le groupe parlementaire compte certainement beaucoup plus de membres favorables aux tendances représentées à Reggio : mais la prudence leur conseillait l'expectative.

Le Congrès de Reggio s'est prononcé contre le collaborationnisme, mais il a admis l'éventualité de la conquête du pouvoir politique par voie légale (la motion dit d'une façon moins précise « sous les formes que permettent les circonstances et la situation internationale »). Il a réclamé formellement que les groupes anarchistes et syndicalistes fussent exclus de l'Internationale.

La motion votée à Reggio par la fraction réformiste, qui s'intitule maintenant « fraction de concentration socialiste », exclut la possibilité d'un mouvement révolutionnaire décisif en Italie, sans le concours du prolétariat de quelques pays plus riches (thèse considérée comme dangereuse par le Congrès de Moscou), et elle soutient « toutes les tentatives possibles destinées à s'approcher du régime socialiste. »

Malgré ses termes vagues et ses précautions oratoires, la motion de Reggio est indubitablement un retour à la chartre de Gênes (1892), aux décisions du Congrès international de

Londres (1896), bref, à la politique de la II^e Internationale qui a abouti à la sinistre faillite que l'on sait.

Le centre du P. S. I. est en ce moment amorphe : il va de Lazzari, le vieux militant resté fidèle lui aussi, au programme de Gênes, mais sans en développer les possibilités réformistes, à Serrati, le léniniste, qui a cessé d'être d'accord sur plusieurs points avec Lénine.

Le programme de la « fraction intransigeante révolutionnaire », signé par Bianchi, Levi et Filippetti, mais qui répondra, semble-t-il, entièrement aux idées actuelles de Serrati, indique ce qui la sépare de la gauche du parti : elle veut renforcer les organisations de classe et non donner de l'importance aux masses amorphes et indisciplinées (en termes plus clairs, cela signifie renforcer les syndicats et n'attribuer qu'une valeur secondaire aux conseils de fabrique, conseils d'ouvriers, de paysans, soviets, etc., en un mot aux organismes qui grouperaient l'ensemble du prolétariat ; elle combat l'idée du « front révolutionnaire unique qui réunissait pour une action concordante de renversement du régime capitaliste tous les groupements (socialistes, syndicalistes révolutionnaires, anarchistes, etc.) qui se placent sur le terrain de la lutte des classes (1).

Sur ces deux points importants, cette fraction est donc en opposition avec les idées exprimées dans l'adresse du Comité Exécutif de la III^e Internationale.

Un trait fortement marqué chez les militants italiens, c'est l'attachement au parti auquel ils se sont dévoués ; ce facteur favorise les défenseurs de l'unité du P. S. et du maintien de sa physionomie d'ensemble. Des militants, qui sont manifestement communistes par leurs opinions et par leur action, comme Alessandri, sont opposés à l'idée d'une épuration dans le sens préconisé à Moscou et défendent le maintien des éléments à tendances réformistes au sein du parti, pourvu qu'ils se soumettent aux décisions de la majorité.

(1) Voir le résumé du programme de cette fraction dans *l'Humanité* du 4 novembre.

II

La crise intérieure du Parti socialiste se complique d'une crise sociale dans le pays.

La fin de l'occupation des usines par les ouvriers et le succès remporté par le gouvernement de Giolitti dans la solution du conflit des métallurgistes, que j'ai exposé le mois dernier, ont eu le résultat qu'il était facile de prévoir : la réaction s'est trouvée enhardie, elle a réclamé des sanctions contre les chefs les plus audacieux du mouvement révolutionnaire. Les nationalistes, les impérialistes et les aventuriers de tout genre, généraux regrettant la guerre, légionnaires de d'Annunzio, ligues de combat, « hardis », renégats du socialisme et de l'anarchisme, prédicateurs de la violence pour la violence, etc., se sont de nouveau mis en branle, et il n'a été question en Italie, pendant quelques jours, que de complot et de dictature militaires.

Giolitti a cherché à se maintenir au pouvoir en louvoyant comme de coutume, et, pour donner satisfaction aux défenseurs de « l'ordre », mécontents de la concession du contrôle syndical, a fait arrêter tous les communistes anarchistes connus et a essayé de supprimer leur organe *Umanita Nova*.

Très habilement, Giolitti avait escompté la lassitude des travailleurs après le grand mouvement d'occupation des usines, et les rivalités sourdes qui existent dans le « front révolutionnaire unique. » Il ne s'était pas trompé : l'incarcération de Malatesta n'a pas provoqué de soulèvement de masses, ou une grève générale comme sa dernière arrestation. On ne peut douter des sentiments éprouvés par les dirigeants de la C. G. T., qui avaient fini par ne plus même assister aux réunions des délégués des associations politiques et économiques qui auraient dû constituer le front révolutionnaire unique et s'y faisaient représenter par les délégués du P. S. Quant à *l'Avanti!* il s'est contenté de rappeler, en protestant contre les persécutions, que Malatesta avait déclaré lui-même que les individus n'importent.

taient point et qu'il ne fallait considérer que l'intérêt de la cause. Et naturellement, l'intérêt de la cause était, pour *l'Avanti!* de se borner en ce cas à une manifestation purement platonique.

Jacques MESNIL.

La Crise politique et sociale dans l'Orient européen

« Nulle part les conséquences de la guerre ne furent aussi néfastes que dans les pays balkano-danubiens ».

I

Cette phrase extraite du manifeste de la *Fédération Communiste* des quatre partis des pays de la Péninsule ne constitue que le résumé du spectacle que nous offre le lendemain de la tuerie entre le Danube et les côtes orientales de la Méditerranée. Ces pays sont depuis plus de dix ans le terrain des plus importantes et les plus sanglantes disputes des impérialistes du monde, mis à la remorque du capital international. Après les guerres balkaniques de 1912-1913, qui n'étaient que le déchaînement des haines nationales des divers peuples, savamment entretenues par les politiciens locaux et leurs patrons des grandes puissances, les peuples de la Péninsule ont participé à la tuerie de 1914-1918 d'un cœur léger, poussés par le sentiment d'une compensation — égoïstement considérée aux dépens d'un voisin — ou bien trompés par les fanfaronnades démocratico-égalitaires des promoteurs du massacre. Ils y ont leur part de responsabilité. Belgrade, Sofia, Bucarest et Athènes furent pendant les sinistres années écoulées les centres d'une si immonde spéculation sur la vie et l'avenir des nations qu'on hésite vérita-

blement d'affirmer quels sont les plus coupables : ceux qui ont manifestement commencé ou bien ceux qui avaient l'air d'être obligés de prendre part à la boucherie de chair humaine. Opportunistes et criminels, égoïstes et ignorants, anti-démocrates et réactionnaires sociaux, les gouvernants des quatre pays furent aussi les complices avérés des grands seigneurs de l'Europe orientale, centrale et occidentale. Ayant sous les yeux le spectacle poignant de la misère générale qui régnait dans les masses populaires, leurs maîtres n'ont pas hésité à se mettre du côté des aventures politiques et nationales pour satisfaire leurs ambitions personnelles. Ils ne voyaient qu'avec indifférence les dettes contractées auprès des grands pays monter de plus en plus et écraser de jour en jour plus lourdement ceux dont ils prétendaient être les mandants. Que leur importait si le capitaliste américain, le négociant français, l'industriel anglais ou allemand provoquaient des incidents diplomatiques parce que... les maîtresses de ces derniers n'étaient pas considérées comme elles voulaient. Le capital international proposait et disposait, les gouvernants balkaniques obéissaient. Certes dans des discours rocambolesques ils proclamaient leur foi en l'indépendance des peuples mais ils s'abstenaient sciemment de regarder le revers de la médaille. Et pour cause. Ils y auraient vu les conséquences de leurs bassesses, de leurs ignominies, de leur aveugle obéissance aux instructions des barons internationaux du commerce, de l'industrie, de la Bourse, etc. Nulle part et jamais la conception matérialiste de l'histoire ne s'expliquait avec plus de données et avec plus d'arguments que dans ce coin de l'Europe orientale. Les questions politiques dites nationales figuraient en tête des programmes des divers gouvernements balkano-danubiens mais en y regardant de plus près, on apercevait la figure grimaçante du coffre-fort international disant aux importuns : bêtises que tout cela ! Questions nationales égalent zéro ; question d'intérêt capitaliste égale tout.

Les militants des partis socialistes et quelques penseurs clairvoyants auraient eu beau jeu à mettre en pièces les ar-

guments officiels. Les masses ne les écoutaient que très rarement. Le poison de l'ignorance — expressément recommandé — et de la fausse ou unilatérale interprétation des événements faisait son chemin. Les résultats de cette situation n'ont pas tardé à se manifester. La guerre commencée en 1914 a montré ce qu'on pouvait attendre de la bêtise entretenue dans les masses. Trompées par la trompette de mages habiles, ces dernières ont pris part à la tuerie, se disputant la rage guerrière avec les malheureuses populations des autres pays belligérants. 12 1/2 o/o de la population totale de la Péninsule — rapporte un économiste bourgeois — y ont péri, des provinces entières, telle la Macédoine grecque et serbe, une grande partie de la vieille Serbie et de la Roumanie ont trouvé dans les luttes sanglantes des adversaires, les fossoyeurs de leurs richesses. Avant la guerre les 4/5^m des terres y étaient cultivées, aujourd'hui la culture est limitée à moins de la moitié du nombre d'hectares d'avant 1912. Et que dire des autres richesses productrices de bonheurs. Des cadavres dorment sur le désert de ruines !

II

La paix a été enfin signée : spectacle révoltant. D'après les gouvernements de guerre, les pays y ont participé pour faciliter et accélérer leur régénérescence et leur entrée dans le cercle des nations heureuses. Hélas ! Tout cela n'était pour les peuples, réveillés après le cauchemar des quatre années que la plus terrible des déceptions.

La majorité des populations voit avec terreur la pente vers l'abîme, dans laquelle les ont précipitées les fautes criminelles de leurs maîtres ; à l'intérieur des pays : réaction politique et sociale ; à l'extérieur : asservissement à la réaction mondiale.

A côté de la lourde imposition des masses, on remarque une impardonnable indulgence à l'égard de la haute et moyenne Ploutocratie, prouvant ainsi que la dictature, tant

combattue par les social-démocrates de la vieille école, existe bel et bien sous forme de domination de l'immense majorité des peuples par l'infime minorité des classes démoralisées par le vice et la jouissance aux dépens des pauvres. Les pays de l'Europe centrale et occidentale se plaignent d'avoir hérité d'un ralentissement dans leur vie nationale, dans leur production ; mais qu'ils regardent bien les pays balkaniques. Les gouvernements et leur presse stipendiée annoncent tous les jours à grand fracas le « grand travail pour la reconstruction ». Pur mensonge que tout cela. Rien n'est fait pour remédier à la misère des peuples de la Péninsule, misère qui est redoublée par l'indifférence des tenants du pouvoir et de l'argent.

Du Danube et des Carpathes à la Méditerranée et au cap Maléas, à travers la Roumanie, la Yougo-Slavie, la Bulgarie, la Grèce, le peuple crève de faim, de froid, de privations de toutes sortes. Le chômage, cet indispensable corollaire de l'évolution capitaliste, sévit dans tous les milieux, ceux de la classe proprement prolétarienne, comme ceux de la classe moyenne, obligée de plus en plus de subir le triste sort des travailleurs. Les grèves se succèdent sans cesse et la patronat, avili par les profits imprévus issus de la guerre, voit avec indifférence passer devant lui le triste cortège des sans-travail, des sans-le-sou, de toutes les victimes quotidiennes de l'autre guerre — pas celle qui a l'air d'avoir pris fin, mais celle qui, en régime de paix, guette le travailleur à tout moment pour le pousser au marché humain, à la mort par petites doses ou à la révolte — j'entends la guerre sociale.

En face de cette situation, les fortunes et les palais des profiteurs de ces deux sortes de guerres se dressent provoquants pour nous montrer qu'il est vain de lutter pour la vie en régime capitaliste : tôt ou tard la fin de chacun sera atroce, sous le rire sinistre des bourreaux sociaux. La spéculation particulièrement dans les quatre pays balkano-danubiens a été la mère de la transformation sociale. Une minorité, la caste des classes aisées, vient de sortir de la guerre prodigieusement fortunée, profiteuse de la misère des autres.

Une concentration des fortunes s'y est effectuée, ayant eu comme conséquences le rejet d'une importante partie de la classe petite-bourgeoise dans les rangs prolétariens ainsi que la démarcation définitive des classes sociales ennemies. Avant la guerre, l'évolution industrielle n'ayant pas fait de grands pas, les classes quotidiennement aux prises se reconnaissaient difficilement. Actuellement, bien que l'industrie, le commerce et les opérations de bourse n'aient pas atteint le niveau observé dans l'Europe centrale et occidentale et en Amérique, une délimitation curieuse vient de se produire, grâce aussi à la politique réactionnaire des gouvernants. Ces derniers ayant résolument pris le parti des dominateurs et des exploités, les opprimés ont ouvert enfin les yeux pour voir qu'il n'existe que deux camps dans la Péninsule : le camp des capitalistes, et des bourgeois, étroitement solidaires dans tous les pays, et celui des exploités qui, à l'exemple des ploutocrates, doivent agir solidairement dans tous les domaines d'action nationale et internationale.

C'est ainsi que la crise sociale succède à la crise récente, politique et nationale celle-là, et donne naissance à cet esprit révolutionnaire des masses, dont j'ai donné quelques traits essentiels dans un récent numéro de *Clarté*. Cette formidable crise, unie à la crise morale qui sévit là-bas, personne ne peut plus la contester, parce qu'elle existe dans tous les coins de la Péninsule. En Bulgarie aussi bien qu'en Grèce, en Yougoslavie de même qu'en Roumanie, qu'il s'agisse des paysans ou bien des travailleurs des villes, le même sentiment anime les populations opprimées envers la bourgeoisie gouvernante, qui, de culbute en culbute, risque à chaque instant d'être écrasée irrémédiablement sous le rocher de la Révolution sociale.

III

Mais, au fond, qu'en pensent les défenseurs du régime actuel ? Des économistes bourgeois viennent de convenir

que le ralentissement de la production, la banqueroute, la démoralisation sociale sont les avant-coureurs des grands événements. C'était fatal. La ploutocratie des quatre pays se trouve dans l'impossibilité de mettre fin à la débauche extravagante de ses représentants et laisse faire sans se soucier du lendemain.

Beaucoup plus ignorante et plus réactionnaire que sa commère de l'Europe Occidentale, elle n'entrevoit pas les lueurs du régime qui se dessine à l'horizon social, grâce au travail acharné et à l'évolution de l'esprit des travailleurs. Ayant auprès d'elle l'aide des rênégats, des généraux social-patriotes sans troupes, elle fait son possible pour ramener au bercail le Travail révolté, mais en vain. Ses fautes, malgré quelques pas heureux, sont si nombreuses, son attitude envers le prolétariat est tellement provoquante qu'on peut dès maintenant prévoir l'issue de l'évolution qui s'accomplit dans la Péninsule balkano-danubienne. La croissance des forces des partis communistes de ces pays montre clairement vers quel but s'oriente la masse. Les réformistes auront beau essayer de canaliser le mouvement prolétarien vers des fins de démocratie bourgeoise, la bourgeoisie, véritable vainqueur de la dernière guerre, dans sa haine aveugle, ne leur permettra pas de résoudre la foule de questions qui constituent le problème du régime. D'accord en cela avec nous, les communistes, elle est d'avis que seule une lutte sans merci déterminera le sort de chacune des classes sociales ennemies. Elle a commencé déjà cette lutte. A l'intérieur, une réaction féroce vient de montrer aux derniers prolétaires hésitants quel est leur devoir d'opprimés. A l'extérieur, des alliances avec les réactionnaires les plus marquants du monde prouvent la détermination de la bourgeoisie de combattre pour la vie ou la mort. Imbéciles ceux qui, hésitants, ne savent pas encore de quel côté de la barricade se trouve leur poste. Car il y a bien une barricade et bien délimitée et garnie. D'un côté la *Fédération Communiste*, forte de ses quatre jeunes mais puissants partis socialistes-communistes des Balkans, avec une organisation

solide, politique et professionnelle de la classe des travailleurs. Et de l'autre côté la caste, en apparence divisée, mais en réalité étroitement solidaire, de la bourgeoisie gouvernante. Des armées mercenaires encadrent la tranchée de cette dernière, tandis que des troupes, volotairement engagées dans la bataille, constituent le front prolétarien. C'est donc avec raison que le plus grand politicien des temps modernes, M. Venizelos, a repris pour son compte la devise de M. Clemenceau : « Entre nous et eux, c'est une question de force ! »

C'est peut-être le seul point sur lequel nous soyons d'accord. Faut-il conclure qu'il s'agit de hasarder à tout moment le coup pour gagner la bataille ? Non ! Il y a encore quelques points obscurs dans la préparation révolutionnaire des masses balkaniques. Il y a des lacunes regrettables à remplir, des fautes à réparer.

A ceux qui sont chargés de veiller sur la naissance du régime nouveau de s'en rendre compte et de faire leur devoir ; à tous les prolétaires révolutionnaires de les inspirer, de les suivre et de les surveiller.

Démètre POURNARAS.

La Psychologie d'une fin de Régime

Au cours de la Conférence, qu'à la demande du groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires, je donnai en février dernier, dans la salle des Sociétés Savantes, je déclarais qu'il fut un moment, au lendemain de l'armistice, où s'accusa la psychologie d'une révolution. Le capitalisme était dans un état d'âme que M. Clemenceau avait exprimé dans ce cri : « *Les soldats ont des droits sur nous* ». Le capitalisme considérait que le poilu exaspéré s'était fait, au cours de cette longue guerre, une mentalité révolutionnaire et que, fouetté par les événements russes, il userait de sa force militaire et créerait sa révolution.

De là une suggestion secrète régnant chez les capitalistes et qui faisait d'eux des fatalistes résignés. Un pareil état d'esprit, synonyme d'abdication et de renoncement, se répandait silencieusement parmi les plus réfléchis. Ils obéissaient à une sorte de « conviction » que de la guerre devait sortir un monde transformé et renouvelé ; ils flairaient des conséquences, à leurs esprits, inévitables, qui, les dépassant, les entraîneraient dans un remous aux incalculables résultats. La destinée le voulait.

Mais, à la surface, il était malaisé de percevoir la trace d'un semblable état d'âme et ceux-là seuls qui le percevaient comprirent toute la signification du cri de M. Clemenceau. En même temps, ce cri projeta dans l'esprit des capitalistes comme une lueur et dressa devant leurs yeux des perspectives, d'instinct entrevues, que dans leurs besoins d'espérer, malgré tout, ils s'efforceraient, par moments, d'écarter.

Ce cri sonna comme un réveil.

N. de la R. — Nous ne partageons pas toutes les vues de notre éminent collaborateur, mais nos lecteurs nous sauront gré d'avoir mis sous leurs yeux, des idées originales et des faits curieux puisés aux premières sources.

La démobilisation vint. Les jours passèrent. La vie empoigna pour les mêler et les confondre, les poilus et les gens de l'arrière. Les poilus avaient vécu dans un monde fermé et n'avaient rien compris, les autres s'étaient rapetissés devant les immenses destinées.

J'ajoutais que les événements ne manqueraient pas, sous peu, de recréer des conditions révolutionnaires, non identiques d'aspect, mais semblables dans leurs effets. Elles sont prêtes à surgir.

La Conférence financière de Bruxelles vient de se tenir. Y prenaient part tous les pays des deux continents. Il s'agissait de prime abord de dresser les bilans de chaque Etat et ensuite de grouper les divers bilans. Tout cela en vue de placer dans un raccourci précis la situation mondiale pour que s'en dégage avec plus de force la solution indispensable.

Pour qu'il en fut ainsi, il était nécessaire que chaque pays se présentât à Bruxelles comme un administrateur d'une prodigieuse société collective fortement affaibli, mais reculant dans quelques-unes de ses cellules très rares des éléments de vitalité.

Il est permis d'affirmer qu'à l'origine, tel était l'objectif de la Conférence. Mais nos Etats sont gouvernés par des hommes et ceux-ci, quelle que soit leur origine, ne sont que faiblesse.

Au « pied du mur », des maçons ont renacé, leur avoir étant menacé — les pays en équilibre budgétaire — d'autres, par pudeur, ont étalé avec élégance et discrétion leurs misères. Là comme ailleurs, d'aucuns ont parlé devant des assistants réfrigérants.

Disons que nos délégués sont revenus « gros Jean ». La Conférence a étalé une impuissance. J'ignore s'il y a eu addition des bilans. On a dû reculer devant son énormité. Dans ce cas, c'est regrettable. Une pareille addition eut été instructive. Que de raisonnements vécus auraient pu se greffer sur elle !

Prenons néanmoins les renseignements que la délégation

française a fournis. Il en résulte que notre dette s'élève au chiffre formidable à la date du 31 juillet 1920, de 235 milliards. En revanche, nous sommes créditeurs de 13 milliards, ce qui fait ressortir notre dette à 222 milliards.

Rappelons qu'il était admis qu'à la veille de la guerre la richesse totale du pays atteignait le chiffre de 350 milliards avec un revenu global et annuel de 35 milliards soit 10 o/o du capital.

Si nous admettions que la richesse ne s'est pas accrue depuis lors en *volume* ou en *valeur*, il apparaîtrait que la valeur matérielle, sol et biens immobiliers du pays s'élèverait seulement à $350 - 222 = 128$ milliards. Comment avec un pareil capital productif faire face au formidable budget annuel de l'Etat? Les financiers à Bruxelles ne paraissent pas avoir examiné ce point, pas plus d'ailleurs que nos gouvernants.

Ils ont proclamé — ça été leur unique tâche — la nécessité de produire et de se restreindre en vue d'augmenter le volume des richesses et d'accroître ainsi le volume du capital social, dont le revenu doit permettre aux Etats de se régénérer et, de vivre. Je fais de suite mes réserves sur le bien-fondé de pareilles recommandations, émanant de nos grands augures.

Revenons au chiffre de 222 milliards. Il représente la dette actuelle de l'Etat français. La dette d'avant-guerre était de 40 milliards, ce qui fait ressortir la dette de guerre à 182 milliards.

Il est dû à l'étranger.....	40 milliards
A la Banque de France et à celle d'Algérie	26 —
Total	66 milliards

Le reste ($182 - 66 = 116$ milliards) a été prêté à l'Etat par le capitalisme de ce pays.

Ces chiffres montrent que si l'Etat est débiteur, notre capitalisme est créancier. Ce qui veut dire que l'Etat s'est

appauvri à l'avantage du capitalisme. Celui-ci doit donc être plus riche puisqu'à sa créance d'avant-guerre (40 milliards) il a pu ajouter 116 nouveaux milliards. Comment a-t-il pu prêter une pareille somme prise sur la fortune totale de la France ? C'est qu'à la vérité au cours de la guerre et depuis la fortune totale a acquis une plus-value. Il semble que cette fortune est du double, soit 700 milliards.

Il serait intéressant de décomposer cette plus-value. Le volume des richesses s'est augmenté, la valeur de chacune d'elle a fait de même. Dans quelles proportions ? Il n'existe pas de « machine de précision » pour les indiquer.

Je sais bien que les capitaux prêtés à l'Etat ne l'ont pas été d'un bloc. Il y a en commun un mouvement aspirant et refoulant, c'est-à-dire que l'Etat empruntait au capitalisme un argent qu'il lui rendait en paiement de fournitures de guerre. Il souligne que le capitalisme prêtait au fur et à mesure qu'il réalisait des gains sous forme de bénéfices industriels et commerciaux ou sous forme de plus-value spéculative. *Le fonctionnement de l'Etat le contraignant chaque jour qui s'est écoulé et chaque jour qui va s'écouler, d'emprunter, il doit avoir devant lui un capitalisme, qui, chaque jour réalise.*

Cette vérité économique toute de bon sens est-elle de ce moment respectée ? Là, réside un point essentiel de la crise présente.

**

Après l'armistice, nous avons assisté à une sorte de dévergondage du profit résultant de la plus-value des choses. On peut dire que le bénéfice au rendement était exceptionnel, le gain résultant uniquement de la hausse des prix. Ça a duré jusqu'en mai dernier. La valeur des objets n'a cessé de croître au cours de cette période, leur circulation croisait également ; la puissance d'achat étant augmentée créait un mouvement de marche accéléré, rapide. Au cours de ce mouvement, et grâce à lui, l'Etat voyait ses ressources accrues. Les rentrées d'impôt divers dépassaient les prévi-

sions établies. En regard, les dépenses suivaient une marche plus vive. Néanmoins, un fait était acquis : augmentation des recettes.

Le devoir de l'Etat était donc : comprimer les dépenses, augmenter les ressources.

Depuis mai 1920, que fait cet Etat ? il accroît ses dépenses, il tarit ses recettes. Voilà une constatation en contradiction avec la vérité économique énoncée ci-dessus.

Pourquoi agit-il ainsi ? Nous le dirons une prochaine fois.

Soulignons cette contradiction. L'Etat français prodigue des ressources qu'il n'a pas et tarit celles qu'il peut avoir. Une telle façon d'agir ne peut se prolonger indéfiniment, qui oserait le soutenir ? Et sans malice aucune, puis-je me demander s'il est un homme renseigné et clairvoyant qui puisse prétendre qu'une pareille situation ne crée pas des conditions révolutionnaires, et que la solution naîtra du travail méthodique, ordonné, issu d'une conférence de Washington ou de Genève ?

L'Etat, en mai dernier, était réduit à emprunter encore de longues années. Il devait donc, en bon administrateur avoir comme objectif de voir s'intensifier et se renouveler les réalisations capitalistes et à chacune d'elle il empruntait et prélevait l'impôt.

Son fonctionnement était lié à la puissance du capitalisme qu'il fallait décupler. Par une aberration à mes yeux inexplicable il travaille depuis, mais à réduire cette puissance.

Si je signale cette aberration, j'ajoute que je ne m'en afflige aucunement. Elle est dans ce pays, à notre époque, le seul facteur révolutionnaire. Contre lui que pouvaient l'inertie et l'imprévoyance des masses ?

**

En mai dernier la situation de l'Etat est la suivante : un budget qui enfle quotidiennement, des mesures budgétaires qui vont jouer et desquels il attend beaucoup.

Il vient d'établir des impôts nouveaux venant s'ajouter

à ceux précédemment votés. Avec l'impôt sur le chiffre d'affaires l'Etat va atteindre les objets et leur valeur, son application part du 1^{er} juillet 1920. La taxation sur les bénéfices de guerre non appliquée, ceux sur les bénéfices commerciaux et sur le revenu vont être l'objet d'une persistante attention ; ces taxations portent sur la valeur contributive des individus. Le fisc se prépare dès ce moment à exiger la rentrée de ces impôts. Tout semble aller à souhait.

A ce moment sans que rien ne le fasse prévoir l'Etat déclenche dans la presse une campagne contre la « vie chère » En même temps il invite la Banque de France à restreindre les escomptes, c'est-à-dire les crédits aux industriels. Aussitôt les achats du public se réduisent, les industriels voient leurs premières difficultés. Conséquence : les commandes sont annulées, des industriels ne font pas leurs échéances, c'est la crise dans les affaires. Les stocks s'amoncellent, chaque industriel, chaque commerçant est riche, riche en marchandises et après cinq mois de mévente, on peut affirmer que les disponibilités sont épuisées.

Et cet épuisement s'accuse au moment où l'Etat émet un nouvel emprunt. Que donnera-t-il ? Peu. Je le répète le monde des affaires est riche en marchandises. Or, on ne peut souscrire à l'emprunt avec des marchandises, du matériel.

En créant la mévente l'Etat a du même coup réduit le rendement de l'impôt sur le chiffre d'affaires. En quoi consiste cet impôt ? Chaque fois qu'une marchandise passe d'une main à une autre main elle est l'objet d'un impôt de 1 fr. 20 pour cent. Donc pour que le rendement de cet impôt soit important — ce qui est de l'intérêt de l'Etat — il convient que les objets circulent et que leur valeur s'augmente. En un mot il importe que le public consomme beaucoup et paye cher.

Soulignons également que le recouvrement de l'impôt sur les bénéfices de guerre et celui sur les bénéfices commerciaux est rendu fort malaisé.

Le premier était recouvrable au fur et à mesure qu'il était

réalisé. Or il a été consacré à l'agrandissement des usines, à la création de nouvelles, à l'achat de matériel, à l'augmentation des fonds de roulement devant répondre à l'élévation continue de la valeur des marchandises, des salaires et des frais généraux.

Comment recouvrer cet impôt ? En exigeant si possible sur les bénéfices à venir des industriels la rentrée de cet impôt, ou en permettant la réalisation d'une partie de leur avoir. Ce sont là toutes choses seulement possibles si la situation économique est prospère, si les industriels écoulent des produits en continuelle croissance, si le crédit persiste et permet la réalisation des avoirs, ce qui exige un acheteur ayant confiance.

L'impôt sur les bénéfices commerciaux est-il recouvrable de ce moment ? Non. La mévente a réduit fortement la valeur des stocks et de ce fait tout bénéfice est évaporé pour l'année courante. L'impôt dû pour l'an dernier et non payé ! — C'est là la règle. — Une bonne partie des débiteurs de l'Etat, ne peut payer. L'un d'eux me disait récemment : « Je perds près de 300,000 francs du fait de la crise. Je devais cette somme au fisc, je ne pourrai donc le payer ».

Chaque jour la situation financière de l'Etat s'aggrave. Il a supprimé tout paiement de travaux entrepris dans les régions du Nord, il a arrêté toute commande aux industriels, il ne peut payer à ses créanciers, l'Angleterre notamment, les intérêts des sommes dues, il a réduit les disponibilités de la Banque de France en créant un monceau d'effets impayés, il ne peut augmenter sa dette à l'égard de ladite banque en opérant une émission nouvelle de papier-monnaie, et de l'emprunt il ne retirera pas d'argent frais pour un montant lui permettant d'acquitter ses paiements en retard.

En regard, il poursuit la course vertigineuse du prodigue en pleine folie.

Ces derniers temps l'Etat a voulu freiner la crise. Il ne peut y arriver. Il a invité la Banque de France à rouvrir ses guichets au commerce, mais il est contraint de prendre

chaque fois sur le disponible de la banque, de sorte qu'elle ne peut répondre à ladite invitation.

Qu'on ne se méprenne pas ! Ce tableau n'est pas poussé au noir. Il n'est pas un homme de la finance, de la haute industrie, placé au carrefour du haut duquel on peut voir et juger, qui n'ait l'impression d'un effroyable inconnu pour le capitalisme. Le gouverneur Pallain, effrayé, a foutu le camp !

Que peut-il sortir, que va-t-il sortir de tout cela ? La banqueroute ! Je ne le crois pas. Il n'y aura pas cet effondrement violent semblable à l'avalanche qui déferle du haut des cimes. Cette impression est en moi profondément ancrée. Les organes sur lesquels repose l'Etat, ses rouages multiples constituent une armature matérielle puissante, presque invulnérable. Tous s'appuient, se superposent, s'entremêlent en un inextricable fouillis dont l'apparent désordre constitue la force de résistance. Il n'y aura pas, je le réitère, une chute matérielle. Mais il peut y avoir une abdication, une renonciation morale des pilotes de l'Etat ; la psychologie de l'impuissance, de la fin, pénètre nos hautes sphères, elle se répand. Par son développement interne, cette psychologie prendra-t-elle forme extérieure et d'un relief saisissant ? Je l'ignore. Pour qu'il en fut ainsi ne conviendrait-il pas que le monde des producteurs accélérât par son attitude vigoureuse cette « maturité » ? Je le crois. Cette minute qui sonna il y a près de deux ans, sonnera à nouveau. Notre oreille attentive en percevra-t-elle l'écho ? C'est demain qui répondra.

Disons-nous que quelle que soit la clairvoyance ou l'aveuglement des producteurs, nous sommes au cœur d'une crise que masque un peu la vie bruyante de la rue, mais dont la tragique profondeur accuse l'immense force de création, que notre volonté devrait savoir canaliser, coordonner et impulser.

V. GRIFFUELHES.

La Décomposition des Partis Bourgeois

EN POLOGNE

L'effondrement économique et financier de la Pologne et la débauche de son impérialisme s'accompagnent d'une désagrégation complète dans le camp des classes dirigeantes.

Lors des victoires de l'armée rouge, la bourgeoisie polonaise, qui voulait remplir l'office de bourreau de la révolution, fut prise d'une terreur panique. Et du coup, apparurent, marquées par des phrases ronflantes, une impuissance complète, un manque absolu de confiance en soi-même et au lieu d'une semblable harmonie entre les différents éléments de la Société, leur discordance aiguë. Rien, ni personne ici n'ose et ne peut affirmer sa force et son pouvoir. Le tableau suivant, tracé par le porte-voix de l'organe des intellectuels bourgeois nous illustrera d'une façon nette l'état d'esprit du pays pendant ces jours calamiteux :

« Pilsudski, avec une peine méritoire, créa de rien une armée polonaise ; mais jusqu'ici le peuple polonais ne montre que peu d'enthousiasme pour elle, et à l'encontre des Français et des Allemands, il ne semble pas être prêt aux sacrifices nécessaires pour la guerre. On peut même remarquer que les Polonais, comparativement à la Russie bolchéviste et anti-patriote, subissent en bloc les malheurs de la guerre plus passivement qu'elle... Quant aux dispositions morales, il est à constater qu'en Pologne occupée les rangs des « intellectuels » fournissaient en nombre des infirmiers et des infirmières et remplissaient avec empressement d'autres services auxiliaires ; tandis qu'en Pologne indépendante des volontaires pour le travail dans les hôpitaux manquent fort souvent. Les emprunts de guerre démontrent que, dans le pays, on supporte les charges qu'occasionne la campagne

(1) Voir *Revue Communiste* n° 8.

bien à contre-cœur. Les spéculateurs qui triomphent à la ville et à la campagne ont tué dans la population tout élan et tout dévouement aux intérêts de l'Etat. Les wagons restent en charge pour des sommes folles... une basse spéculation sévit partout... une panique trouble les âmes. Voici ce qui se passe en haut, dans les classes supérieures de la Société. Dans les couches inférieures du peuple existe un seul sentiment : le souci quotidien de trouver la pitance. La guerre se passe au loin, et la vie des masses est frappée par ses chocs et ses contre-coups : on souffre et on meurt de faim...

« Pilsudski apparaît comme un héros national, mais ceci n'empêche point que la première canaille venue puisse impunément brailler contre lui, au restaurant, en chemin de fer, traîner son nom dans la boue, et que les nationaux-démocrates mènent contre lui des intrigues carrément, ouvertement et avec une ténacité rare. »

Les contradictions sociales qui cachées par des phrases sur « l'unité nationale » et sur « l'union sacrée », sommeillaient au fond — lors de l'attaque contre la Russie Soviétiste — soudain montent à la surface au moment de la défaite. A la place des jolis mots vides surgit le fait. La rivalité féroce pour partager le pouvoir entre les deux partis ; la clique militaire de Pilsudski et la bande noire des nationaux-démocrates (la plus réactionnaire qui soit et dont le chef est le fameux Dmowski). Cette rivalité rend plus trouble encore l'atmosphère de guerre civile. Dans cette échauffourée de deux groupes contre-révolutionnaires, le problème de la politique extérieure joue un rôle principal. Les nationaux-démocrates, profitant de la défaite, critiquent sévèrement l'aventure ratée de l'Ukraine, ainsi que toute la politique de Pilsudski et demandent que le commandement suprême soit remis en des mains plus qualifiées et plus habiles. *Le Matin* (dans son numéro du 8 août), se mettant à l'unisson, publie un article où il est dit ceci :

« La Pologne risque son existence. Elle a été créée par nous ; il est impossible d'admettre que son gouvernement

démissionne en s'abandonnant lui-même. Le remplacement du maréchal Pilsudski dans ses fonctions de commandant en chef ne serait qu'un début de l'œuvre d'assainissement moral qui s'impose à ce pays s'il veut vivre encore. Mais une autre obligation est plus importante, notamment pour la sécurité de la France. La Pologne est une de vos garanties, elle ne doit pas disparaître. »

En réalité, la meute de Pilsudski, après la débâcle, fut forcée de passer le pouvoir à la Nationale-Démocratie qui tenta d'anéantir par tous les moyens l'autorité et l'influence du chef de l'Etat et de ses fidèles partisans. Et au moment le plus critique, il ne s'était trouvé personne dans le camp des bourgeois et des hobereaux pour tâcher de sauver l'Etat polonais en décomposition : telle est la nullité de ces partis, telle y est l'absence de toute valeur en hommes, en chefs, en organisateurs. Et il a fallu une fois de plus avoir recours à la « protection » de la France et aux généraux français pour le salut de la Pologne blanche.

Vraiment, on pourrait dire, en paraphrasant Marx, que les partis bourgeois ne montent sur les sommets du pouvoir que pour être contraints aussitôt, non seulement en fait, mais jusque dans leurs propres phrases, à nier et à révoquer les anciennes paroles et pour former un mélange dégoûtant, bon à être jeté par le peuple à la voierie de l'histoire.

Bien entendu ces deux cliques bourgeoises désirent, l'une comme l'autre, la guerre contre la Russie Soviétiste. Les deux courants se rencontrent dans leur désir d'étouffer la Russie Socialiste et d'étendre leur empire sur les ruines de la république paysanne et prolétarienne. En cela, aucune divergence ne sépare la droite de la gauche jusques y compris le P.P.S. qui tient, comme les capitalistes et les hobereaux, la Russie Soviétiste pour un ennemi juré de la Pologne. Toutefois, chaque parti possède ses propres vues impérialistes. Selon le plan de la bande à Pilsudski, avec le P.P.S. en tête, la « Grande Pologne » doit s'entourer d'une ceinture de petits Etats-frontières, dits Etats-tampons, quasi-autonomes, mais en réalité vassaux ; et c'est elle qui, devenue un puis-

sant empire, doit trancher de son glaive les problèmes de l'Europe Orientale. Lorsqu'il commença la « libération » des pays limitrophes par la fameuse aventure ukrainienne, Pilsudski visait non seulement la destruction de la république prolétarienne russe, mais aussi l'émiettement de la Russie. Cependant, par égard aux sentiments révolutionnaires des masses ouvrières polonaises et les voulant attirer dans son jeu contre-révolutionnaire, le parti de Pilsudski et de Daszynski fut forcé de créer à son usage une idéologie de la guerre toute particulière qui proclamait que l'on combat la *Russie impérialiste* et non pas la *Russie Soviétiste*. « Sans entrer en alliance avec Wrangel et Denikine, nous luttons, disaient-ils tout de même, pour la libération des pays limitrophes menacés par le joug de la Russie impérialiste. »

Dans son compte rendu officiel sur l'action de la Diète Légiférante pendant la première session, les Députés socialistes (P.P.S.) fait la déclaration suivante : « La Russie, quelle qu'elle soit : tsariste, libérale ou léniniste, savait pertinemment que force est à la Pologne de la refouler au delà du Dniéper. Ceci, malgré tous les appétits annexionistes des classes possédantes polonaises, a dû conduire à la politique de délivrance des nationalités voisines telles que les Lithuaniens, les Lettons, les Esthoniens et les Blancs-Ruthènes. L'Union des Députés socialistes s'en tient fermement au principe de la fondation de l'Etat Ukrainien, même par l'entremise et à l'aide de la Pologne. Car ce n'est que de cette manière que l'on pourra diminuer l'étendue de la grande Russie impérialiste. »

Ainsi le « peuple polonais » est appelé par toute la bande à Pilsudski pour combattre « l'impérialisme russe », pour la lutte contre le « peuple russe ». Notre indépendance est menacée à présent, clament-ils ; il faut la défendre, coûte que coûte. Tout l'effort de la classe ouvrière ne sera pas de trop pour repousser l'invasion, pour éviter la perte de l'Etat polonais. Et lorsque l'armée rouge marchait victorieusement sur Varsovie, le « Chef de l'Etat », quittant sa pose héroïque, sous la pression de la clique des magnats et des

capitalistes polonais, la plus rapace et la plus réactionnaire qui soit, s'empressa de changer le ton de ses manifestes et déclara avec force qu'il ne lutte pas *contre la Russie*, mais contre la République des Soviets, *contre les bolcheviks*. Et mieux encore ! Forcé de s'appuyer sur les partis de droite, Pilsudski non seulement se montre tout prêt à abandonner son allié Petlioura et la « libération » des Etats limitrophes, mais encore à céder Kieff à Wrangel, pour arriver de la sorte à la coopération avec la garde blanche russe, contre la Russie Soviétiste.

Simultanément, les nationaux-démocrates et toute la presse officielle et officieuse insistent pour qu'on liquide la formation de l'Etat Ukrainien, le jeu politique du self-détermination des Etats « tampons » avec toute la politique liée à cette malencontreuse aventure et tâchent de renverser Pilsudski par la même occasion. Il est évident que ce parti, tout comme l'autre, ne peut pas admettre comme voisine immédiate et directe la Russie Soviétiste. Mais, pour reprendre les grands domaines qui se trouvent sur les zones frontières et qui appartiennent maintenant aux paysans, la Nationale-Démocratie ne cherche qu'à s'unir à Wrangel afin qu'il étouffe de ses mains la Russie paysanne et la révolution. L'impérialisme des nationaux-démocrates ne recherche pas l'union avec Petlioura, ni ne désire la création des « Etats-tampons ». Il voudrait plutôt voir le rétablissement de la Russie tsariste ; il souhaite la possession pure et simple des territoires convoités et ambitionne pour la Pologne la dictature de l'Entente. Comme prix pour avoir soutenu Wrangel, clique gouvernante demande la fixation des frontières. (La ligne frontière chère à Dmowski embrasse Minsk, Slutzk, Novgorod-Volinsk, la Volhynie, la Podolie, le district de Minsk, etc...)

Pourquoi donc Pilsudski a-t-il sciemment mis à la tête du Gouvernement ses propres ennemis ?

La tentative de former un cabinet populiste-P.P.S., sur le modèle du cabinet Moracewski, se heurtait aux contradictions internes de ces partis et amenait une longue crise

gouvernementale. Ainsi les partis paysans, à la Diète qui soutiennent Pilsudski, ne sont au fond que des spéculateurs sur le blé en révolte contre la réquisitionnement des céréales par l'Etat. Quant au Parti Socialiste Polonais, sur lequel s'appuie le « héros-crapule », il a beau louvoyer dans la politique, force lui sera quand même de demander l'application de cette mesure tôt ou tard, sous peine de dresser définitivement contre lui les masses ouvrières qui commencent déjà à désertier ce parti. Et de la part de l'Entente aussi la formation d'un semblable gouvernement a rencontré un obstacle sérieux. Les chefs mêmes du P. P. S. et des populistes Witos, Daszynski et consorts montrèrent pendant la guerre trop d'empressement pour l'orientation austro-allemande pour ne pas être compromis aux yeux de l'Entente. Au moment du danger, les Alliés, et Millerand surtout, exprimèrent le désir de voir au pouvoir le cabinet Grabski-Sapich-Dmowski... et Paderewski, c'est-à-dire une coalition des représentants des gros capitalistes et des gros propriétaires fonciers, suffisamment accommodants pour vouloir entreprendre une action commune avec Wrangel et ayant des attaches avec les cercles conservateurs de la diplomatie anglaise et française.

Et cette alliance problématique conclue provisoirement dans des buts cachés pendant la débâcle, est rompue ouvertement maintenant, au moment de ce qu'on appelle pompeusement « les victoires des armées polonaises ». C'est alors que les journaux à la dévotion de Pilsudski prônent énergiquement « la politique de l'Ukraine » et que la clique militaire, maîtresse de l'armée, derechef met en avant l'idée de la marche sur la Russie Blanche, sur l'Ukraine, sur la Lithuanie (la prise de Vilna), bref le plan de l'émiettement de la Russie, prétextant que ceci est la seule mesure, valable pour défendre leur « indépendance ». En effet, Pilsudski rassemble toutes les forces militaires disponibles pour prendre Vilna et si possible encore, quelque chose au dernier moment, avant l'accord des délégations à Riga.

D'autre part, les nationaux-démocrates tâchent de créer

une atmosphère propice aux menées contre-révolutionnaires des groupes russes de Pologne. L'organe des conservateurs le « Czas », écrit : « Le Gouvernement polonais fait bien d'offrir l'hospitalité au groupe russe et de vouloir se mettre en contact avec lui. Ajoutons que notre fidèle Alliée la France insiste sur l'utilité de *notre union avec ce groupe et avec Wrangel, pour entrer de concert en lutte à mort contre le bolchevisme*. Tout parle donc en faveur de notre alliance avec le général Wrangel, et tout indique l'opportunité de nos pourparlers avec le groupe russe en question. »

La « Rzeczpospolita » (N° 112), l'organe des nationaux-démocrates, écrivit ces jours-ci, sans se gêner : « Il y a un mois et demi, les Soviets voulaient prendre Varsovie et anéantir la Pologne, d'accord avec la Haute-Silésie allemande, Danzig et Berlin. Si la Russie du général Wrangel et de M. Sawinkow lutte contre les Soviets, toute la société polonaise comprend qu'on doit convenir avec eux d'une façon précise et définitive de la reconnaissance des droits de la Pologne ; mais sur cette base on peut et on doit collaborer avec eux contre la Russie soviétiste.

« Quand les affaires prennent une tournure telle que nous concluons et que nous voulons conclure la paix avec les Soviets, il nous est bien permis de nous inquiéter à ce sujet, car Lénine et Trotzki utiliseront cette paix pour détruire Wrangel et se tourner plus tard contre la Pologne. Et là-dessus nous devons peut-être aussi songer que la conclusion de la paix avec les Bolchevistes ne signifie pas que nous devons nous condamner à une attente passive, jusqu'à ce que vienne notre tour, comme si nous nous étions liés les mains en jurant fidélité, amour et obéissance aux Soviets.

« Nous concluons la paix avec les Soviets, mais si nous ne sommes pas trop insouciant, nous prendrons envers eux, d'accord avec nos alliés, des précautions et des dispositions et nous ne trahirons pas le serment que nous avons prêté à la Russie non-bolcheviste. Car nous serions bien naïfs, si nous nous laissions prendre les armes des mains. »



Dans la politique intérieure envers la classe ouvrière, il n'y a guère d'unanimité en Pologne dans le camp bourgeois. Menacé par la révolution en marche, chaque parti s'efforce à sa façon de raffermir son pouvoir. Le parti de Pilsudski et de Daszynski — le P.P.S. — tout en soutenant une répression impitoyable contre le mouvement communiste, admet d'accorder à la classe ouvrière une longue suite de compromis et de concessions touchant les réformes sociales. Quant à la Nationale-Démocratie régnante, celle-ci est pour l'application de la terreur intégrale aux masses ouvrières.

« L'Union sacrée aura bientôt touché à son terme, déclarent leurs leaders, après la guerre extérieure, la guerre intérieure nous attend. Il nous faut former le front intérieur contre l'ennemi intérieur, contre les ouvriers et les paysans pauvres ».

La réaction sanguinaire se prépare avec toutes ses forces réunies à écraser définitivement la classe ouvrière. Pour ce faire, la Nationale-Démocratie, de concert avec le P. P. S., créa une armée de Volontaires, sous le commandement de Haller, armée dont l'esprit réactionnaire est tout de haine contre les prolétaires.

Le passage du Pouvoir aux mains de l'extrême-réaction (car le rôle dans le gouvernement de Witos et de Daszynski, ces missionnaires de la noblesse et de la bourgeoisie, reste purement décoratif), la lutte passionnée entre les deux camps de la bourgeoisie, précipitent le processus de la décomposition du régime actuel et conduisent fatalement à la guerre civile. Cette lutte fut transportée jusque dans les rangs de l'armée.

« Le désaccord et la haine réciproque de ses différents éléments étaient devenus si intenses que dans plusieurs endroits de la province de Posen, des révoltes éclatèrent. Durant ces révoltes, les soldats indigènes, influencés par les national-démocrates, ont attaqué leurs officiers originaires du Royaume de Pologne et partisans du Pilsudski ils les ont

maltraités, chassés ou même tués. En plus de cela, des querelles et même des pogroms furent organisés contre volontaires, si bien que finalement l'intervention du Ministère de la Guerre devint indispensable. » Tandis qu'à Varsovie, on confisque les journaux des national-démocrates, en Posnanie, ce sont les journaux défendant Pilsudski qui sont saisis.

Le chef suprême de la Nationale-Démocratie Dmowski exploite la défaite de l'armée polonaise et l'échec du « héros national » Pilsudski : sous prétexte de défendre Varsovie, il organise en Posnanie une « Armée de réserve » autonome, entièrement indépendante du généralissime Pilsudski. Mais, en réalité, cette armée au moment critique de la marche de l'armée rouge sur Varsovie, ne fait aucune diligence pour aller au secours de la capitale et attend tranquillement qu'un désastre encore plus grand, compromette Pilsudski sans remission.

A l'aide de cette armée, Dmowski promet « d'apaiser le pays et d'y mettre l'ordre ». Tout en s'entre-dévorant, ces partis bourgeois poursuivent un seul et même but — l'anéantissement du mouvement ouvrier urbain et rural, l'écrasement de la révolution en marche. « Ainsi, dit Marx, en parlant des querelles analogues entre différentes fractions des classes dominantes, tant que la solution est retardée, le *statu quo* maintenu, une fraction du parti d'ordre continuera à compromettre, à affaiblir, à rendre l'existence impossible à l'autre ; la répression contre l'ennemi commun — la masse de la nation ira en augmentant, en s'épuisant jusqu'à ce que les conditions économiques aient de nouveau atteint un point de développer tel, qu'une nouvelle explosion envoie dans les airs tous ces partis querelleurs. »

I. STANISLAVITCH.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Au sujet de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, il est bon de faire ressortir un fait que les différents rapports et articles n'ont pas assez pris en considération. La Révolution d'Octobre avait été pour ainsi dire fixée d'avance pour une date déterminée, le 25 octobre (le 7 novembre d'après notre calendrier) ; elle n'avait pas été fixée dans une séance secrète, mais ouvertement, devant le peuple entier, et cette révolution victorieuse eut lieu, ainsi que cela avait été projeté, le 25 octobre 1917.

L'histoire mondiale connaît beaucoup de révoltes et de soulèvements révolutionnaires. Mais on y cherchera vainement une deuxième révolution d'une classe opprimée qui, fixée d'avance pour un jour déterminé, ait été faite le jour indiqué, et faite avec un plein succès. A ce point de vue, comme à beaucoup d'autres, la révolution d'octobre est unique, sans pareille.

La prise de pouvoir à Pétrograd devait coïncider avec le deuxième congrès des soviets. Cette « coïncidence » n'était pas due à un calcul des conspirateurs, mais elle était la conséquence de la marche précédente de la révolution et surtout du travail d'organisation et de propagande de notre parti. Nous demandions la transmission des pouvoirs aux soviets. Sous la bannière de notre parti, la majorité des soviets les plus importants se groupa autour de cette bannière. Par conséquent, nous ne pouvions plus « exiger » la remise des pouvoirs entre les mains des soviets ; en tant que parti dirigeant des soviets, il nous fallait « prendre » ce pouvoir. Nous ne doutions pas que le deuxième congrès des soviets ne vous donnerait la majorité. Nos ennemis n'en pouvaient pas douter non plus. C'est pourquoi ils s'opposèrent de toutes leurs forces à la convocation du deuxième congrès. C'est

ainsi que dans la séance de la section de soviets du Conseil démocratique on essayait d'empêcher par tous les moyens la convocation du deuxième congrès des soviets, et, n'y parvenant pas, il chercha à le différer. Les menchéviks et les social-révolutionnaires donnèrent pour motif de cette résistance à la convocation que ce congrès pourrait servir aux bolcheviks dans leur tentative de saisir le pouvoir. Nous, de notre côté, insistions pour une convocation rapide sans cacher le moins du monde que, selon nous, le congrès était justement nécessaire pour arracher le pouvoir des mains du gouvernement Kerenski. Finalement, lors du vote de la section du Conseil démocratique Dan réussit à retarder la convocation du deuxième congrès du 15 au 25 octobre. De cette façon, le politicien réaliste des menchéviks aura marchandé à l'histoire un délai de dix jours.

Dans toutes les réunions d'ouvriers et de soldats de Pétrograd, nous traitions la question de la manière suivante : le deuxième Congrès panrusse des soviets se réunira le 25 octobre ; le prolétariat de Pétrograd et sa garnison demanderont avant tout au Congrès de mettre la question de pouvoir à l'ordre du jour et de la résoudre en ce sens, qu'à partir de ce jour, le pouvoir sera remis entre les mains du congrès des soviets panrusse. Au cas où le gouvernement Kerenski devait essayer de dissoudre le congrès, alors — c'est ce que disaient d'innombrables motions — la garnison de Pétrograd devait prononcer la parole décisive.

On fit une propagande inlassable. En fixant le congrès au 25 octobre et en mettant à l'ordre du jour comme une question capitale et essentielle la réalisation (non pas la discussion, mais la réalisation) de la remise du pouvoir entre les mains des soviets, c'est-à-dire en fixant le 25 octobre pour la révolution et cela ouvertement, devant les yeux de la « société » et de son « gouvernement ».

A la préparation du congrès se liait étroitement la question du rappel d'une partie importante de la garnison de Pétrograd. Kerenski craignait les soldats de Pétrograd (avec raison). Il proposa à Tcheremissof, qui commandait alors

l'armée du Nord, d'envoyer au front les régiments dont on n'était pas sûr. Ainsi que le prouve une correspondance du 25 octobre, Tchermissof éluda cette demande, car il tenait la garnison de Pétrograd pour « travaillée par la propagande » et par conséquent impropre à être employée dans une guerre impérialiste. Mais sous la pression de Kerenski qui se laissait guider par des motifs purement politiques, Tchermissof donna l'ordre demandé.

Aussitôt que l'état-major eut donné au comité exécutif des soviets de Pétrograd l'ordre de déplacer une partie des troupes, nous voyons clairement, nous, les délégués de l'opposition prolétarienne, que dans son développement ultérieur cette affaire pouvait devenir d'une importance capitale. Dans une attente inquiète de la révolution fixée au 25 octobre, Kerenski essaya de désarmer le Pétrograd révolutionnaire. Il ne nous restait qu'à leur opposer, dans cette affaire, non seulement les ouvriers, mais toute la garnison. Avant tout, il fut décidé de créer, sous la forme d'un comité de guerre révolutionnaire, un organe qui devait contrôler les motifs militaires donnés pour expliquer le déplacement de la garnison de Pétrograd. A côté de la représentation politique de la garnison, la section des soldats des soviets fit donc créer un état-major révolutionnaire.

Les menchéviks et les social-révolutionnaires comprirent tout de suite qu'on allait créer la machine d'une révolte armée et ils le dirent ouvertement dans la séance des soviets. Quoique ayant voté contre la formation d'un comité de guerre révolutionnaire, les menchéviks y adhérèrent maintenant — pour assister à l'œuvre de la révolution comme notaire ou scribe. Après avoir réussi d'abord à prolonger leur existence politique de dix jours, ils s'assurèrent maintenant le droit d'assister à leur mort politique, en spectateurs.

Voilà donc le congrès fixé au 25 octobre. Le parti à qui la majorité était assurée, donna au congrès comme tâche de saisir le pouvoir. La garnison, qui avait refusé de quitter Pétrograd, fut mobilisée pour la protection du futur soviets. Le comité de guerre révolutionnaire créé en opposition à

l'état-major fut transformé en un état-major révolutionnaire des soviets de Pétrograd. Tout cela se fit ouvertement, aux yeux de tout Pétrograd, du gouvernement de Kerenski, du monde entier. C'est un fait qui est unique dans son genre.

Pendant ce temps, la révolte armée fut discutée ouvertement dans le parti et dans la presse. La discussion s'écartait souvent fortement de la marche des événements. On ne faisait pas de rapprochement entre la révolution et le congrès et le déplacement de la garnison, et l'on considérait le soulèvement comme un complot tramé par des conspirateurs. En réalité, le soulèvement armé était non seulement « reconnu » par nous, mais il était préparé pour une époque déterminée, et l'on avait même prévu le caractère de la révolte, du moins pour Pétrograd, par l'état d'esprit de la garnison et sa position envers le congrès des soviets.

Quelques camarades restèrent sceptiques à l'idée que la révolution serait fixée « d'après le calendrier ». Ils tenaient pour plus sûr de la faire strictement à la manière des conspirateurs, en mettant à profit le grand avantage que donne un coup de main. En effet, dans l'attente d'une révolution, Kerenski pouvait faire venir pour le 25 octobre des renforts militaires, procéder à un épurement de la garnison, etc.

Mais l'essentiel était justement que la question du changement d'une partie de la garnison devint le point capital de la révolution qui se préparait pour le 25 octobre. La tentative de Kerenski de changer les effectifs des régiments de Pétrograd fut regardée d'avance — et avec raison — comme une continuation de l'attentat de Korniloff. De plus, la révolte « légalisée », hypnotisa l'ennemi. En ne faisant pas exécuter l'ordre de transporter les troupes au front, il augmenta dans une large mesure la confiance des soldats en eux-mêmes et assura encore davantage le succès de la révolution. Après la révolution du 25 octobre, les menchéviks, et en première ligne Martof, parlèrent beaucoup de la prise de pouvoir par une poignée de conjurés derrière le dos des soviets et de la classe ouvrière. Il est difficile de trouver une déformation plus malveillante de l'esprit d'un fait ! Lorsque, dans la

séance des sections des soviets du Conseil démocratique, la majorité fixait le congrès des soviets au 25 octobre, les menchéviks dirent : « Vous fixez la date de la révolution ». Lorsque nous nous refusions, avec une majorité écrasante donnée par les soviets de Pétrograd, à éloigner les régiments de Pétrograd, les menchéviks dirent : « Voilà le commencement du soulèvement armé ». Lorsque nous fondions au sein du soviet de Pétrograd le comité de guerre révolutionnaire, les menchéviks constatèrent : Voilà l'outil du soulèvement armé. Et lorsque, au jour fixé, grâce à l'outil désigné d'avance, la révolution prédite eut vraiment lieu, ces mêmes menchéviks se lamentèrent : « Une poignée de conspirateurs a fait la révolution derrière le dos de la classe ouvrière ». En réalité, le pis dont on puisse nous accuser consiste à avoir préparé « derrière le dos » des assistants menchéviks quelques détails techniques dans le comité de guerre révolutionnaire.

Il n'y a pas de doute que la tentative d'une conspiration militaire, faite indépendamment du deuxième congrès des soviets, n'aurait apporté, pendant cette période, que la confusion dans la marche des événements et aurait peut-être pu briser parfois la révolution. La garnison à laquelle appartenaient des régiments non organisés politiquement, aurait considéré la prise du pouvoir du parti au moyen d'une conspiration comme quelque chose qui lui était étranger et quelques régiments l'auraient pris comme une chose franchement hostile, pendant que le refus de quitter Pétrograd et d'assumer la protection du congrès des soviets auquel devait appartenir le pouvoir dans le pays, devenait pour ces mêmes régiments une chose absolument naturelle, claire et nécessaire. Les camarades qui prenaient pour une utopie la fixation de date de la révolution ont simplement sous-estimé notre puissance et la force de notre influence politique à Pétrograd en comparaison avec celle du gouvernement de Kerenski.

Le comité de guerre révolutionnaire, légal envoyait ses commissaires aux différentes troupes des garnisons de Pétrograd et c'est de cette façon qu'il devint le maître de la situation, dans le sens complet du mot. Nous avions devant les

yeux la carte politique de la garnison. A n'importe quel moment, nous avions la possibilité d'entreprendre le groupement nécessaire des effectifs et de nous assurer des points stratégiques de Pétrograd. Il ne nous restait qu'à écarter les frottements et d'éviter une réaction possible de la part de troupes plus arriérées, notamment des régiments de cavalerie. Ce travail réussit parfaitement. Dans les réunions qui avaient lieu dans les casernes des différents régiments, notre mot l'ordre : ne pas quitter Pétrograd avant les assises des soviets et d'assurer avec des forces armées la remise du pouvoir politique entre les mains des soviets, trouva un assentiment presque unanime. Dans le régiment conservateur Semienof, auquel on racontait le clou de la saison, le prochain voyage diplomatique de Skobelev à Paris en vue d'influencer Lloyd George et Clemenceau, les Skobelev et Gotz ne produisirent non seulement aucun enthousiasme, mais subirent même une défaite complète. La majorité vota notre motion. Au cirque « Modern », où eut lieu la réunion des chauffeurs de camions qui passaient pour les soutiens de Kerenski, notre motion fut votée par une majorité écrasante. Le général Paradelof parla d'une manière conciliante et courtoise. Mais ses motions additionnelles évasives furent rejetées.

L'ennemi reçut le dernier coup dans le cœur de Pétrograd, à la forteresse Pierre et Paul. Vu les sentiments de la garnison de la forteresse qui, au grand complet, avait pris part à notre réunion dans la cour de la forteresse, le vice-commandeur proposa de la manière la plus aimable « une conversation pour écarter le malentendu ». Et réellement, après quelques jours, le gouvernement de Kerenski, le malentendu le plus grand de la révolution russe, fut écarté.

L'Histoire tourna une page et commença le chapitre des soviets.

S. TROZKY.

Les chances de la Révolution mondiale

Le 4 août 1914, c'est le commencement de la fin du Régime Capitaliste. Le 7 novembre 1917 est le début d'une Ere Nouvelle. Ces deux dates marquent deux époques. En déchaînant la guerre mondiale, le capitalisme se porte à lui-même un coup mortel. Il se décharge définitivement de sa mission historique. En effet, le capitalisme poursuit sa marche ascendante en développant les forces productives de la Société moderne et en accumulant d'immenses richesses. Voici ce qu'écrivent Marx et Engels, en 1847 :

« La Bourgeoisie, depuis son avènement, à peine séculaire, a créé des forces productives plus variées et plus colossales que toutes les générations passées prises ensemble. La subjugation des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la canalisation des rivières, des populations entières sortant de terre comme par enchantement, quel siècle antérieur a soupçonné que de pareilles forces productives dormaient dans le travail social? »

Depuis le 4 août 1914, le capitalisme s'engagea dans une voie contraire : celle de la destruction. Avec une frénésie diabolique, il s'est mis à transformer en fumée et en ruines le travail des siècles. Il dépensa, en œuvres de mort, plus que l'équivalent des valeurs mobilières accumulées dans le passé (selon certains, plus de 1.000 milliards, 200 milliards de plus que l'argent possédé par le monde capitaliste avant la guerre).

La société capitaliste tout entière agit, pendant la période 1914-1918 comme un capitaliste individuel frappé de folie et dépensant sa fortune en orgies.

Pour des particuliers, le cas est prévu, et la loi bourgeoise

autorise les intéressés à soumettre le dément à un contrôle spécial en lui donnant un conseil judiciaire. C'est ce que la Révolution sociale se propose de faire avec la société capitaliste qui, dans sa folie sanguinaire, ne saurait être maîtrisée que par une sorte de camisole de force, communément désignée sous le nom de dictature.

II

Mais avec la destruction des forces productives de la société moderne, les chances de la Révolution semblent diminuer d'autant. Le développement capitaliste fut toujours considéré comme la base du socialisme moderne. Faut-il rappeler les passages classiques du *Manifeste Communiste*? Les voici :

« La condition essentielle d'existence et de suprématie pour la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse dans les mains privées, la formation et l'accroissement du capital ; la condition du capital est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la Bourgeoisie est l'agent passif et inconscient, remplace l'isolement des ouvriers par leur union révolutionnaire au moyen de l'association. Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation.

« La Bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du Proletariat sont également inévitables. »

Pendant un demi-siècle, les socialistes marxistes n'ont pas cessé de répéter que le capitalisme produit le socialisme et que la concentration capitaliste engendre la concentration prolétarienne, prélude de la Révolution sociale. Si le capitalisme s'écroule, tout l'édifice tombe en poussière.

Ainsi raisonnent les marxistes de la II^e Internationale. Leur résistance à tout mouvement révolutionnaire de nos jours se base sur cette conception des rapports étroits entre le développement capitaliste et les chances de la Révolution

sociale. Même les ignorants et les béotiens nationalistes à la Hervé qui ne connaissent Marx que de nom, invoquent l'auteur du *Capital* pour justifier leur politique contre-révolutionnaire. Ils mettent Marx à la disposition de Koltchak, Dénikine et Wrangel. Comment la Russie économiquement arriérée — se demandent-ils — peut-elle se trouver à l'avant-garde de la révolution prolétarienne? De là à mobiliser Marx contre Lénine, en compagnie de tous les Bourzeff et tous les Savinkow, il n'y a qu'un pas vite franchi. Examinons la question de près.

III

Déjà dans le *Manifeste*, Marx ne se borne pas à constater les rapports quasi-automatiques qui existent entre le capitalisme et le socialisme (concentration capitaliste, concentration ouvrière) il note aussi les liens psychologiques dynamiques existant entre ces deux phénomènes. Il parle notamment du moment où « la lutte des classes approche de l'heure décisive » et où « le procès de dissolution de la classe régnante, de la société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une fraction de la classe régnante s'en détache et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui représente l'avenir ». Nous aurions dit aujourd'hui : des « intellectuels ».

On a longuement discuté si, avec le développement capitaliste, la misère ouvrière allait en croissant. Le *Manifeste* ne laisse aucun doute à ce sujet. Il prévoit la révolution sociale comme le produit de la misère croissante. En voici la preuve :

« Toutes les sociétés antérieures, — dit Marx — nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme de la classe oppressive et de la classe opprimée. Mais pour opprimer une classe il faut, au moins, pouvoir lui garantir les conditions d'existence qui lui permettent de vivre en esclave. Le serf, en pleine féodalité parvenait à se faire membre de la Commune ; le bourgeois embryonnaire du moyen âge atteignait

la position de bourgeois, sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne, au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même du niveau des conditions de sa propre classe. Le travailleur tombe dans le paupérisme, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la Bourgeoisie est incapable de remplir le rôle de classe régnante et d'imposer à la société comme loi suprême les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut régner, parce qu'elle ne peut plus assurer l'existence à son esclave, même dans les conditions de son esclavage ; parce qu'elle est obligée de le laisser tomber dans une situation telle, qu'elle doit le nourrir au lieu de s'en faire nourrir. La société ne peut plus exister sous sa domination, ce qui revient à dire que son existence est désormais incompatible avec celle de la société. »

Or, si le même phénomène de l'impossibilité pour la classe bourgeoise d'« assurer l'existence » de ses esclaves résulte de la guerre, il se produira fatalement le même résultat : un soulèvement général, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

IV

On sait le formidable rôle révolutionnaire que Marx attribuant aux crises économiques qu'engendre périodiquement la production capitaliste. Par la *Correspondance* de Marx-Engels (Vol. I-IV 1913), on peut suivre pas à pas l'attente fiévreuse de ces crises destinées, dans leur esprit, à faire rebondir la Révolution écrasée en 1848-1849. Ce fut un véritable *défaitisme économique*. Relisez le passage sur les crises que voici :

« La société bourgeoise moderne, qui a mis en mouvement de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis trente ans au moins, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est que

l'histoire de la révolte des forces productives contre les rapports de propriété qui sont les conditions d'existence de la Bourgeoisie et de son règne. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, mettent de plus en plus en question l'existence de la société bourgeoise. *Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives elles-mêmes.* Une épidémie qui, à toute autre époque, eut semblé un paradoxe, s'abat sur la société, — l'épidémie de la surproduction. La Société se trouve subitement rejetée dans un état de *barbarie momentanée* ; on dirait qu'une famine, qu'une *guerre d'extermination* lui coupent tous les moyens de subsistance ; *l'industrie et le commerce semblent annihilés.* Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le développement des conditions de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ces conditions, qui se tournent en entraves ; et toutes les fois que les forces productives sociales s'affranchissent de ces entraves, elles précipitent *dans le désordre la société tout entière* et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. »

Est-ce que la société capitaliste, en déchaînant la guerre mondiale, ne se trouve pas dans la même situation de « magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées ? La guerre mondiale n'a-t-elle pas détruit « non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives elles-mêmes ? » La guerre mondiale, n'a-t-elle pas rejeté notre société dans « un état de barbarie momentanée ? » Et n'a-t-elle pas, sur une large échelle, « annihilé le commerce et l'industrie ? » Qui osera contester que le massacre mondial ait précipité « dans le désordre la société tout entière ? »

Il est vrai que, cette fois, ce sont les mêmes effets produits par des causes différentes. Les *crises économiques* sont pro-

voquées par le phénomène de la « surproduction » capitaliste. Les *crises sociales* — et économiques — provoquées par la guerre, résultent d'une crise de *sous-production*. Mais « le désordre », « la misère » sont les mêmes. Et ils aboutissent au même résultat : la Révolution !

V

Mais, dira-t-on, la Révolution ne fait que détruire. Le communisme est une construction sociale. Les forces négatives ne suffisent pas. On ne socialise pas la misère...

A quoi nous répondons : D'abord, c'est déjà quelque chose de très important et de très positif que de faire sortir une société de sa torpeur et de briser son inertie qui fait qu'une société peut survivre quelque temps aux conditions qui l'ont créée. En deuxième lieu, la question n'est pas si la révolution se produit dans des conditions idéales ou non. La question qui se pose à la société ruinée par la guerre mondiale est celle-ci : « La reconstitution de la société peut-elle se faire sur les anciennes bases capitalistes ou sur de nouvelles bases communistes ? » Ceux qui acceptent la renaissance sociale sur des bases capitalistes doivent abandonner — et abandonnent ! — le terrain socialiste et travailler à remettre debout la société capitaliste, quitte à recommencer l'histoire de 1914-1918, « si cette histoire vous amuse... » Les communistes qui ne désertent pas le combat socialiste ne le croient pas. Ils ont la conviction que les faits de tous les jours confirment que seul le communisme, avec le travail social obligatoire au profit de la société, sans gaspillages ni exploitation, peut faire sortir la société du chaos actuel, du désordre et de la misère.

Les socialistes se divisent ainsi en deux catégories :

1° Ceux qui *sauvent* la société capitaliste en prêchant la production de plus en plus intense sur les bases capitalistes, l'évolution pacifique, la solidarité nationale, le réformisme et l'autonomie des partis nationaux ;

2° Ceux qui cherchent à faire culbuter le régime capita-

liste pour organiser la production la plus intense sur des bases communistes, préparent, par tous les moyens, la révolution mondiale, combattent le réformisme et ne reconnaissent que la solidarité et la discipline internationales.

Il est sévèrement interdit d'appeler ceux qui désertent le combat socialiste et révolutionnaire « social-traîtres ». Mais qu'on nous accorde la chose, peu importe le mot. La solution que proposent les « Marxistes » de « la II^e » — la lutte pour l'augmentation de la *productivité* de la société capitaliste — mène au *malthusianisme socialiste* ou, plus simplement, à l'abdication. Les maréchaux de « la II^e » se trouvent tout naturellement dans le camp ennemi. (Ce n'est pas une trahison : c'est un simple changement de résidence !). Les communistes de « la III^e » travaillent à ce qu'au moins les troupes prolétariennes ne « déménagent » pas... dans le camp de leurs exploités.

VI

Nous aussi, nous reconnaissons les inconvénients d'une situation créée par l'« évolution » catastrophique du capitalisme. Nous aurions préféré la conquête d'une société prospère et riche. Mais elle ne se commande pas, cette société, à notre gré. Les forces « négatives » et destructives du capitalisme ont eu le dessus sur les forces « positives ». Nous sommes, de par le crime du Régime, devant des ruines. Nos lamentations n'y changeront rien. Profitons du moins de l'esprit de révolte que développe fatalement la crise de la société capitaliste. Et ce que nous perdons en forces « objectives » — richesses capitalistes — nous le gagnerons, en revanche en forces « subjectives » — énergie révolutionnaire. L'un compensera l'autre. Car on ne sort pas d'un Régime pour entrer dans un autre — en chantant.

La possibilité *technique* du communisme n'est pas détruite. La machine, les moteurs, les forces de vapeur et d'électricité restent et sont même développées pendant la guerre. Il s'agit de les mettre dans les mains du prolétariat maître du Pouvoir.

Pour que la Révolution Communiste aboutisse, trois séries de conditions sont nécessaires : 1^o Une situation révolutionnaire ; 2^o Une organisation révolutionnaire groupant un nombre suffisant d'adhérents *fanatisés* ; 3^o L'audace révolutionnaire.

La guerre mondiale et la bêtise bourgeoise ont créé une *situation révolutionnaire*. *L'Internationale Communiste* a forgé l'organisation correspondante à la situation. Il s'agit maintenant de l'éducation d'une *volonté révolutionnaire*. La Révolution Communiste d'octobre-novembre a montré le chemin. Le monde prolétarien suivra ce chemin de la vraie gloire et de la véritable victoire — celle du travail et de l'humanité.

CHARLES RAPPOPORT.

Le Mouvement Communiste

RAPPORT DU COMITE EXECUTIF DU 2^e CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Par ZINOVIEV

(Suite)

VII. Le Comité Exécutif et l'Organisation internationale de la Jeunesse Communiste

Le Comité Exécutif estime et a toujours estimé, et il diffère en cela de la II^e Internationale, que le mouvement international de la jeunesse a une importance considérable. De la jeunesse, pure de tout opportunisme, on a vu et on voit constamment sortir les militants les plus dévoués à la cause émancipatrice de la classe ouvrière. Le rôle de la jeunesse ouvrière dans toutes les révolutions des dernières années a été considérable.

Le Comité Exécutif croit de son devoir de prêter à l'organisation internationale de la jeunesse l'appui le plus large. Le Comité Exécutif a pris une part active à l'organisation du premier Congrès de l'Internationale de la Jeunesse Communiste,

N. de la R. — Voir le n^o 8 de la Revue.

qui a créé l'Internationale de la Jeunesse Communiste. Le Comité Exécutif a accueilli dans son sein en lui accordant voix délibérative, un représentant du Comité Exécutif, de la jeunesse communiste. Le Comité Exécutif a fait tout ce qui était en son pouvoir de faire pour que la représentation de la jeunesse communiste au prochain congrès universel soit aussi importante que possible. Le Comité Exécutif insiste sur la nécessité pour l'Internationale Communiste dans son ensemble, aussi bien que pour les divers partis en particulier, de continuer par la suite à faire preuve de la plus grande attention et de bienveillance à l'égard de la jeune et naissante organisation de la jeunesse communiste.

Au cours de notre prochain congrès, l'Internationale Communiste aura à résoudre une série de questions d'organisations importantes intéressant l'organisation internationale de la jeunesse (concernant les limites de l'indépendance du mouvement de la jeunesse, etc.).

VIII. *Le Comité Exécutif et l'Organisation internationale des Ouvrières*

Au cours d'une de ses séances le Comité Exécutif a confirmé l'élection de la camarade Clara Zetkin en qualité de secrétaire international des Ouvrières communistes. Le Comité Exécutif a fait coïncider avec le prochain congrès une conférence internationale des Ouvrières communistes. Le Comité Exécutif estime que les travailleuses ne doivent pas se tenir à l'écart de l'organisation prolétarienne générale. Mais pour nous assurer l'adhésion des travailleuses, des paysannes surtout, il nous faut des groupes spéciaux d'ouvrières et des publications communistes spéciales pour la femme.

La prochaine conférence internationale des Ouvrières, nous en sommes certains, ne commettra pas les fautes commises par la première conférence internationale des ouvrières pendant la guerre (Berne, 1915). La prochaine conférence indiquera la bonne voie aux Ouvrières du monde entier.

IX. *Envoi dans les divers pays des représentants du Comité Exécutif*

Le représentant d'un très important journal américain dans une entrevue avec l'auteur de ces lignes lui a demandé combien de milliers d'agents a envoyé en Amérique l'Internationale Communiste pour qu'elle ait réussi à y créer un tel mouvement communiste. Le présent auteur n'a pas de peine à lui répondre

que le Comité Exécutif n'a jamais eu besoin d'envoyer ses représentants dans un pays aussi grand que l'Amérique, car les capitalistes et le gouvernement impérialiste américains se sont chargés eux-mêmes, par leur politique, de populariser les idées de la révolution prolétarienne.

Les récits des écrivains bourgeois, selon lesquels les mouvements des différents pays sont dirigés principalement par des agents envoyés par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, ne sont, cela va sans dire, fondés sur rien.

A notre grand regret, nous n'avons réussi jusqu'ici qu'à envoyer en très petit nombre nos représentants dans les divers pays. Nos représentants ont visité, pendant la première année de travail du Comité Exécutif, les pays suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Amérique, l'Italie, la Suède, la Norvège, la Bulgarie et quelques autres pays. En toute occasion, nous donnions, bien entendu, à nos représentants des directives précises, en ce sens qu'en aucun cas ils ne peuvent et ne doivent agir à côté des groupes communistes existants et que leur tâche principale consiste à transmettre des indications de principes du Comité Exécutif, et à venir en aide selon leurs moyens, au point de vue tactique et idées, aux organisations fraternelles.

Quant au mandat, dont Bettelheim a parlé (mandat de faire une révolution Soviétiste), non seulement nous ne lui avons donné rien de pareil, mais il va de soi que nous n'y avons même pas pensé.

X. *Aide pécuniaire aux Partis fraternels*

A la première séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, il avait été décidé que chaque parti et chaque organisation adhérant à la III^e Internationale doit payer une certaine cotisation au Comité Exécutif. Mais, à la même séance, à laquelle participaient beaucoup de camarades des divers pays, il avait été décidé de proposer au Parti Communiste Russe de prendre sur lui la charge principale des dépenses nécessitées par les travaux du Comité Exécutif. Cela était dicté par les circonstances de notre lutte dans toute l'Europe et était motivé par la situation précaire des partis fraternels dans les divers pays. Bien entendu, le Parti Communiste Russe a cru de son devoir d'accueillir la proposition du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Les travailleurs russes qui, pendant 20 ans, avaient bénéficié de l'aide fraternelle des travailleurs de tous les pays, ont été heureux de pouvoir accorder le même appui fraternel au prolétariat mondial, qui lutte au milieu des difficultés les plus rudes.

C'est autour de cette aide financière, fournie par l'Internationale Communiste aux partis fraternels, que les Social-démocrates « Jaunes », appuyés par tous les délateurs de la presse bourgeoise, ont fait tant de bruit dans les différents pays d'Europe. Ces mêmes individus, qui n'ont pas honte d'accepter le secours matériel de la Ligue des Nations, hurlent parce que les travailleurs d'un pays aident ceux des autres pays.

Il est vrai que les ouvriers ont considéré l'affaire tout autrement. Les communistes italiens, par exemple, ont avec fierté ouvertement déclaré que le parti n'avait pu entreprendre certaines choses que grâce à l'aide fraternelle de l'Internationale Communiste aux travailleurs italiens. C'est le langage des travailleurs de tous les pays.

Nous soumettrons au Deuxième Congrès le compte rendu des dépenses du Comité exécutif et nous lui proposerons d'élire une commission spéciale pour le vérifier et qui, à ce sujet, donnera au Comité Exécutif des directions précises pour l'avenir.

XI. Nos bureaux dans les différents pays

Dès les premiers jours de son activité, le Comité Exécutif a compris que, par suite du blocus de la Russie Soviétiste et de l'état de siège créé par la bourgeoisie contre les Communistes, il est indispensable d'avoir dans nombre de pays des bureaux du Comité Exécutif. De pareils bureaux ont été organisés en Scandinavie, en Hollande, aux Balkans, dans l'Europe Centrale et dans le Sud de la Russie ; en réalité, le parti communiste hongrois a rempli les fonctions de bureau de la III^e Internationale sous le pouvoir Soviétiste.

Ces bureaux, par leur essence, ne pouvaient guère être que des organes de transmission entre le Comité Exécutif et les divers partis. Nos relations avec ces bureaux et les relations de ceux-ci avec chacun des partis ont été, bien entendu, très difficiles. D'où cette abondance de plaintes au Comité Exécutif et le mécontentement de l'activité de nos bureaux de la part des groupes et partis.

Depuis, comme les conditions extérieures d'action du Comité Exécutif se sont améliorées, l'activité de nos bureaux est devenue plus intense.

Nous espérons que le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste s'occupera des questions d'organisation. Et, dans le cas où il jugerait utile de conserver encore ces bureaux, il lui faudra élaborer des instructions très précises pour les bureaux que nous déciderons de conserver, afin que chaque communiste sache bien nettement que ces bureaux ne sont que des subdivisions et des organes purement techniques du Comité

Exécutif. Il nous est impossible, dans ce compte rendu, de passer sous silence le conflit qui s'est produit à notre grand regret entre le Comité Exécutif et un de nos bureaux : nous voulons parler du bureau hollandais.

Il y a quelques mois, le Comité Exécutif avait donné mission au Communiste hollandais bien connu, au camarade Rutgers, de se rendre de Russie en Hollande et d'y organiser, avec l'aide de quelques communistes hollandais, un bureau technique qui, en cas de réussite, devrait convoquer une conférence et fournir les autres pays en littérature de propagande. Il allait de soi que le bureau hollandais devait agir entièrement selon les principes et les décisions du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Le bureau hollandais a été créé. Mais, dès son apparition, il fut évident qu'il dépassait les droits que lui conférait son mandat. Lors du désaccord entre les communistes allemands, le bureau hollandais s'est permis de prendre position (sur la question du parlementarisme, des syndicats, par rapport avec le parti communiste allemand).

Contrairement aux intérêts et principes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, cela n'a fait que nuire à notre cause en Allemagne. La position du bureau hollandais a accentué la scission en Allemagne et y a augmenté la confusion des idées dans le mouvement ouvrier ainsi que dans celui de quelques autres pays. Il va de soi que le Comité Exécutif ne pouvait pas rester impassible devant une telle situation. Le Comité Exécutif n'a pas pu admettre que dans la III^e Internationale fassent leur apparition les mêmes façons d'agir que dans la II^e Internationale, où chaque groupe pouvait, à ses risques et périls, propager la première idée venue.

La conférence (qui ne fut réussie qu'à moitié) convoquée par le bureau hollandais à Amsterdam, a contribué aussi à provoquer la confusion d'idées.

Le Comité Exécutif s'est trouvé devant deux alternatives : ou laisser faire et par conséquent rester indifférent devant la confusion croissante des idées dans les rangs de la III^e Internationale, ou bien dissoudre immédiatement le bureau hollandais, qui avait outrepassé ses droits. Le Comité Exécutif a choisi la dernière et il est convaincu que le deuxième Congrès l'approuvera.

Parmi les communistes hollandais, nous avons quelques importants représentants littéraires du marxisme révolutionnaire. Nous respectons beaucoup leurs mérites, mais les communistes hollandais agissent dans leur petit pays dans des conditions particulières. Les communistes hollandais, après une action de plus de dix ans, ne comptent dans les rangs de leur parti que deux ou trois mille membres. Le Comité Exécutif de l'Internationale

tionale Communiste a dû faire ce qu'il a fait, afin de sauvegarder le mouvement Communiste des erreurs provoquées par le sectarisme.

XII. Attitude du Comité Exécutif à l'égard de la grève du 21 juillet 1919

L'idée d'une manifestation simultanée des ouvriers de tous les pays en faveur des républiques soviétistes de la Russie et de la Hongrie, appartenant au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Elle a été accueillie avec la plus vive sympathie partout où les ouvriers en ont eu connaissance.

Mais la date (21 juillet) n'a pas été fixée par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Il importe de souligner ce trait pour éviter tous malentendus.

Ce sont nos camarades italiens qui ont fait le plus pour la réalisation pratique de la grève. Ils se sont rendus, à cet effet, à Paris où les masses prolétariennes avaient déjà accueilli cette initiative avec enthousiasme.

Les « centristes », de même que les syndicalistes officiels français (Jouhaux) avaient d'abord habilement adhéré au plan de la grève, le voyant très populaire parmi les travailleurs. Mais, au dernier moment, ces messieurs trahirent naturellement la cause du prolétariat : ce n'était pas la première fois.

L'assaut contre la république hongroise battait cependant son plein. Le moment critique approchait. On dut rapprocher la date de la grève qui était pour le 21 juillet. En Italie, en Autriche, la manifestation eut un succès éclatant (en dépit des efforts du parti social démocrate). En Allemagne, elle ne réussit qu'en partie. En France, elle échoua par la faute des social-traîtres. Et ce fut un coup terrible porté à la Hongrie Soviétiste, car la bourgeoisie française avait été la principale instigatrice de l'agression inqualifiable contre la république hongroise.

La première grève internationale, celle du 21 juillet 1919 n'a donc pas réussi. Mais l'idée de la grève internationale vivra. Aujourd'hui que les ouvriers serrent leurs rangs, il est bon de prévoir l'organisation de toute une suite d'actions de cette nature.

XIII. Le Comité Exécutif et la question d'Orient

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a surtout porté son attention sur les partis qui fonctionnent en Europe et en Amérique. Mais, en même temps, le Comité Exécutif prévoyait avec raison que la question d'Orient jouerait un rôle énorme dans l'avenir le plus prochain.

Le Comité Exécutif organisa deux conférences avec les représentants des partis révolutionnaires de Chine, de Turquie, d'Arménie, de Perse, de Corée, de l'Inde et d'autres pays d'Orient. Selon la mesure de ses forces, le Comité Exécutif a servi les besoins spirituels du mouvement révolutionnaire dans les pays précités. Le Comité Exécutif a fixé pour le 15 août 1920, dans la capitale de l'Azerbeïdjan rouge, à Bakou, un grand congrès des peuples d'Orient et, si possible, des peuples d'Extrême-Orient. Le Comité Exécutif espère qu'à ce Congrès assisteront les représentants du 2^e Congrès surtout les représentants de France et d'Angleterre, pays, dont la bourgeoisie est la principale persécutrice des peuples coloniaux. Le Comité Exécutif est persuadé que le prochain Congrès de Bakou aura une importance historique énorme.

En même temps, le Comité Exécutif reconnaît que ce qu'il a réussi à faire quant à la question orientale est loin d'être suffisant.

Le prochain Congrès de l'Internationale Communiste doit donner des directions précises aux communistes des pays d'Orient, et le futur Comité Exécutif doit définir concrètement la ligne de conduite de nos partisans dans ces pays et les soutenir par tous les moyens dans la lutte titanique de l'avenir.

XIV. Les directives de principe du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Dans l'intervalle entre deux Congrès, le Comité Exécutif remplace le Congrès, c'est-à-dire qu'il représente la plus haute instance de notre association internationale de travailleurs. Le Comité Exécutif est, par conséquent, obligé, quand se posent de nouvelles questions de principes, d'agir en son nom propre en donnant des directives de principe sur les questions qui sont d'une importance capitale. Quand, dans le mouvement international, la question du parlementarisme devint aiguë, le Comité Exécutif considéra qu'il était de son droit et de son devoir de prendre la parole, et publia la lettre circulaire bien connue, par laquelle nous adoptons une position suffisamment claire en ce qui concerne l'entrée des communistes dans les parlements bourgeois. Nous n'avons pas sujet d'apporter des corrections tant soit peu sérieuses à nos instructions et nous sommes convaincus que le II^e Congrès les approuvera pleinement.

Ces mêmes circonstances ont engagé le Comité Exécutif à intervenir avec des instructions de principe dans la question des syndicats, dans celles du travail légal et illégal (voir notre lettre aux communistes américains), du rôle du parti politique dans la révolution prolétarienne (voir notre lettre aux I. W. W.) des

particularités du mouvement ouvrier anglais (voir notre lettre à l'Independent Labour Party) et dans diverses autres questions importantes

Nous considérons que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste devra avoir le droit d'intervenir à l'avenir au nom de l'Internationale, en donnant des directives politiques formelles. Sans quoi, il n'y aurait pas d'organe exécutif de l'Internationale Communiste, il n'y aurait pas de ce fait d'Internationale, en tant qu'organisation unie et compacte.

XV. Le Comité Exécutif et la préparation du II^e Congrès International

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste mûrissait depuis longtemps le projet de convoquer le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste.

Sitôt que les circonstances extérieures l'ont permis, le Comité a cru de son devoir d'en fixer la date. Le prolétariat international voit se poser devant lui, dans toute leur ampleur toute une série de problèmes actuels qui exigent solution.

L'Internationale Communiste, ayant progressé à pas de géant, ne peut plus être une organisation sans formes définies, et qui ne tient que par la communauté essentielle des idées. L'Internationale Communiste doit dès à présent être constituée, *comme organisation prolétarienne internationale, unie, liée et centralisée*, qui doit posséder non seulement un programme tout à fait clair, mais encore *une tactique précise et une organisation nette distincte, achevée*. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a consacré les derniers trois mois, à la préparation spirituelle du Congrès imminent. Le Comité Exécutif y interviendra en lui présentant des thèses précises concernant toute une série de questions : sur le rôle du parti communiste pendant la révolution, sur le parlementarisme, sur les syndicats, et les comités d'usines, sur la question agraire, sur les questions nationales et coloniales. Nous présentons aussi au Congrès un projet d'instructions aux députés communistes des parlements bourgeois, un projet sur les conditions d'admission au sein de l'Internationale Communiste, des thèses sur l'organisation des Soviets de députés-ouvriers, un projet de statuts de l'Internationale Communiste, etc. Nous espérons faciliter ainsi le travail du 2^e Congrès dont les résolutions dans toutes ces questions seront obligatoires pour nous tous.

**

Nos camarades trouveront plus loin la liste de tous nos appels

et proclamations, et des documents les plus importants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, ainsi qu'un compte-rendu détaillé de notre activité propagandiste, littéraire et publiciste.

Nous ne donnons pas dans ce bref résumé, le tableau de la situation actuelle du mouvement communiste dans différents pays. Le numéro spécial de notre organe *L'Internationale Communiste* (n^o 12), consacré au Congrès, contient les rapports les plus détaillés de militants autorisés de presque tous les pays. Ces rapports donneront à tous les camarades la meilleure idée de la situation actuelle de notre mouvement à l'étranger. On trouvera ci-inclus, la liste des partis et des organisations qui adhèrent à l'Internationale Communiste. *Cette liste est, bien entendu, très incomplète.*

**

Le principal vœu d'organisation, formé par le Comité Exécutif élu par le premier congrès, peut s'exprimer comme suit : *il est indispensable que tout parti communiste adhérant à l'Internationale Communiste, fasse l'impossible pour mandater un représentant permanent auprès du Comité Exécutif, appelé à prendre part régulièrement aux travaux dudit Comité Exécutif*. Des secrétaires autorisés, bien renseignés et préparés, nous sont indispensables pour chaque pays. Ces secrétaires ne peuvent être que des délégués envoyés par le Comité Central des partis communistes conformes au nôtre.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, devra selon toutes probabilités continuer pour le moment, à résider en Russie Soviétiste. Mais, il va de soi, que sitôt que la révolution prolétarienne aura élargi son territoire, le Comité Exécutif transporter sa résidence dans celle des capitales européennes, qui offrira, par sa position, le lieu de résidence le plus commode, c'est-à-dire le plus conforme aux intérêts de la révolution prolétarienne.

Le Comité Exécutif, dans sa première composition, a reflété le stade du mouvement par lequel nous avons passé au cours de cette dernière année.

Le communisme s'est à présent affermi dans le monde entier. Et le nouveau Comité Exécutif deviendra, sans aucun doute, avec le concours unanime des partis communistes du monde entier, une organisation plus puissante encore qui saura remplir la haute mission que lui imposera la marche triomphale de la révolution prolétarienne mondiale.

La victoire du communisme dans le monde civilisé est inévitable, et l'Internationale Communiste est l'organisatrice de cette victoire.

Pétrograd, Smolny, 6 juillet 1920.

G. ZINOVIEV.

A travers les Livres

LES HOMMES EN GUERRE

Andréas Latzko (traduit de l'allemand par Magdeleine Marx)

« Je sais qu'un jour viendra où tous penseront comme moi. »

Ainsi, à l'intelligence de l'Avenir, est dédié ce livre dont le cœur seul de quelques hommes, de là-bas et d'ici, put accepter la dédicace quand il parut en allemand. « Aux amis et aux ennemis » écrit encore Latzko... Je songe à ce que dut être l'émotion du premier ennemi qui, dans les pages fraîchement ouvertes découvrit tout à coup, comme le visage du Christ sur le linge de Véronique, sa propre souffrance couronnée d'épines, sous un casque si différent du sien. J'imagine l'homme dans la fosse qu'il a creusée à sa mesure, sous un soir lourd comme tout le poids de la terre jetée par-dessus le parapet béni — ce parapet contre lequel un fantassin voudrait pleurer d'amour, a écrit Jean Bernier. — Les nuages d'octobre bourrent le ciel de poudre noire : tout à l'heure il éclatera en pluie... L'homme n'a pour le protéger que le linceul de sa toile de tente. Elle résume toute la chaleur du monde, la chaleur des nudités primitives en même temps que des fourrures parfumées du pacifique dernier hiver, l'aisance, le luxe même de cent siècles équarris, taillés, tournés, façonnés, sculptés ! Le bonheur et la misère universelles. La Vie et la Mort : c'est-à-dire la Mort car la Vie vivante est l'oubli total de la Mort !

Hommes qui me lisez j'essaie ce soir, entre vous et moi, de jeter d'une plume oppressée, des mots chargés de toutes les misères de la guerre. Mais comme ces lourds obus, qui ne vous étaient pas destinés, vains et un peu ridicules dans le ciel, ces mots n'éclatent pas dans vos poitrines. Ils ne blessent rien en vous de présent, je veux dire d'éternel. Vous devinez, sous leur masque, quel calme visage cicatrisé, ce masque dissimule. Et vous-mêmes, n'êtes-vous pas ce visage aussi, où la fraîche peinture de l'oubli a recouvert la patine des années sanglantes ? Mais voici que l'assemblée pacifiée des hommes recule soudain comme dut faire la pierre du tombeau de Lazare. Et Lazare sort du tombeau ! « Le nez rapiécé de petits carrés de toutes les couleurs, la bouche tirée de côté, et la joue gauche boursofflée, d'un rouge de viande crue, sabrée dans tous les sens de profondes cicatrices... Plus de pommette. A la place un trou si profond qu'un doigt entier y pouvait disparaître (*Le Retour*, 6^e nouvelle) ». Et Lazare, ou plutôt Johann Bogdôu, l'homme à la face d'horreur, ou mieux encore Andréas Latzko va guider la foule terrifiée, pétrie de remords « dans les cycles

de la misère des soldats, dans les entrailles du carnage. (*Henri Barbusse, préface aux « Hommes en guerre »*).

Cette descente aux enfers a six stations : *Le départ, le Baptême du feu, le Vainqueur, le Camarade, la Mort du Héros, le Retour* — soit six nouvelles.

Je ne voudrais faire à personne ni à Latzko l'injure d'en tenter un résumé : ce livre est aujourd'hui entre toutes les mains. Ou du moins, tous nos camarades en ont-ils déjà lu des extraits dans la presse ou les périodiques socialistes, depuis sa première traduction, due à Noël Labor et qui parut à Berne, chez Weiss en 1918. C'est, dans celle-ci, envoi d'un lointain inconnu, en hommage à Barbusse, — et que Barbusse l'ait inspiré quel hommage à Latzko ! — qu'aux côtés de Barbusse, je touchais un jour à nouveau, du haut d'un rocher de l'Estérel tout triomphant de mer et de soleil, au fond même du ténébreux charnier universel — mais comme un nageur au contact de la vase, bande ses muscles et ses poumons pour son salut et celui peut-être des noyés futurs ! Car Latzko, a remonté le courant du fleuve ensanglanté, a sauvé, en les assomant peut-être, d'abord, de vérités trop lourdes aux épaules de aux cœurs des hommes — mais les sauve-t-on autrement ? — tant d'hommes et tant d'hommes que déjà sur chacune des rives, jadis ennemies, ils sont comme un bloc carré d'où jailira, un jour, entre les peuples éblouis, l'arche de la Paix éternelle.

Magdeleine Marx a traduit ce livre. En le dépouillant de son uniforme allemand, comme d'une tunique de Nessus, elle l'a transmis à la postérité tout saignant d'une vérité que les hommes et les siècles ne tariront jamais.

Noël GARNIER.

Revue de Politique Internationale

Les milliardaires américains ne veulent pas de *Société des Nations*. La ploutocratie d'outre-Océan ignore toutes les finesse de la politique européenne. Elle n'a pas compris que la S. d. N. n'est qu'une façade et qu'elle rend service au Régime. D'abord, elle couvre d'un vernis humanitaire ses turpitudes. Et, ensuite, par son Bureau du travail, elle décompose et divise les organisations ouvrières en se rattachant, par des chaînes d'or, certains chefs. Enfin, elle débarasse les gouvernements d'une quantité de

petites questions de trente-troisième ordre où les intérêts impérialistes ne jouent pas.

Mais les hommes d'affaires de *Wall-Street* ont le sens de *business*. Ils connaissent admirablement l'état désastreux des finances européennes, les appétits insatiables du vieux continent, les menaces des catastrophes sociales. Ils savent très bien que l'Europe compte sur « l'oncle d'Amérique » pour la tirer des embarras. Les capitalistes américains ne poussent pas leur humanitarisme à faire vivre et prospérer leur concurrent européen sur le marché mondial. Voilà les vraies raisons de la défaite du wilsonianisme, ce capitalisme philanthropique et petit-bourgeois qui vole et assassine la Bible et « les 14 points » — à la main. C'est la ploutocratie sans phrases des Trusts géants qui l'emporte. Tant mieux. La lutte des classes d'outre-Océan y trouvera son profit. Nos amis communistes sauront profiter de la situation en ajoutant à leur esprit de décision la souplesse nécessaire.

La grève-monstre des mineurs anglais qui avait éclaté *malgré les chefs*, n'a pas eu la chance de déclencher un mouvement social de grande envergure. Nous ignorons certains détails de ce mouvement des masses étouffé par les chefs en mi-chemin. L'enjeu était gros. La grève des deux millions de mineurs pouvaient aboutir à une profonde crise sociale et même à une révolution sociale. Et les politiciens expérimentés ont dû mettre en jeu toutes les ressources pour sauver la société capitaliste. Ils ont joué le tout pour le tout. Et ils ont, une fois de plus, réussi à endormir le lion populaire.

On ne fait pas une révolution sans préparation révolutionnaire. Et tout le mouvement de la classe ouvrière anglaise depuis l'écrasement du chartisme fut orienté dans le sens de la paix sociale, de l'évolution méthodique et de collaboration des classes.

Sous la pression des événements et d'une nouvelle situation créée par la guerre mondiale, des résistances contre cet opportunisme de classe se font de plus en plus sentir. Les masses commencent à voir clair dans le jeu de leurs chefs. Mais les chefs opportunistes anglais sont des hommes très habiles. Ils savent faire des concessions et jeter du lest, comme leurs amis au pouvoir bourgeois. Au besoin, ils parlent et agissent *en révolutionnaires*. Ainsi ont-ils compris la folie de la guerre contre la Révolution russe. Et ils se sont empressés d'entreprendre une action décisive contre *une partie* — la plus aventurière — de la bourgeoisie qui représente le nationalisme grossier, aveugle, jusqu'au-boutiste — pour soutenir les non-interventionnistes de la démocratie bourgeoise raisonnable. De là les *Comités d'Action* que Lloyd George pourrait, à l'occasion, invoquer pour retenir les Churchill et les Curzon sur la route de l'abîme impérialiste.

Il est vrai que les *Comités d'Action* ouvrière sont destinés à dépasser les buts qui leur sont assignés par les chefs opportunistes. Un proverbe allemand énonce : « Qui dit A est amené à dire B ». Cela, dans l'occurrence, veut dire : Qui dit *Action* sera amené à dire aussi *Bolchevisme*.

Le prolétariat anglais aime à passer par l'école de l'expérience. Et nous aussi, nous comptons sur l'expérience pour ouvrir les yeux aux masses. La dernière grève des mineurs et son *échec social* servira de leçon de choses aux prolétaires anglais qui sauront la faire valoir.

Wrangel est écrasé par l'Armée Communiste. Et notre président de la République aussi. Mais comme il s'était empressé de se faire payer *d'avance* en s'installant à l'Élysée avec un bail de sept ans (?), il ne fut pas, *pour le moment*, entraîné dans la fuite précipitée de son protégé. Mais ce chapitre aura fatalement une suite. Même dans la France des *Bloc National*, il y a limite aux folies...

Les forces contre-révolutionnaires russes sont loin de désarmer. Elles n'ont rien à perdre. Et elles continuent à chercher un sauveur. Elles voient maintenant que les forces de l'Ancien Régime tsariste sont incapables de vaincre la Révolution ouvrière et paysanne. Et ils s'adressent aux socialistes révolutionnaires et aux mencheviks qui, pour la plupart, n'ont jamais cessé de mener un combat parallèle, en face des forces tsaristes. Il est vrai qu'ils employaient d'autres moyens (et encore !) — ceux de la critique et de la propagande anti-bolcheviste. Mais l'aide morale dans une guerre à mort n'est nullement négligeable. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont pris sur eux la responsabilité redoutable de combattre une Révolution que le monde capitaliste tout entier cherche à écraser. Que cette responsabilité pèse lourdement sur leur conscience socialiste si elle n'est pas étouffée par l'amour-propre de parti !...

En tout cas, tout l'effort de la contre-révolution sera concentré maintenant sur ce point. On cherchera à écraser la Révolution russe *du dedans*. Au lieu d'armer des Koltchak et des Wrangel, on cherchera à gagner les Tchernoff et les Dan. Nous ne manquerons pas à suivre attentivement la nouvelle campagne contre-révolutionnaire...

En attendant, félicitons les communistes russes et leurs chefs Lénine et Trotzky pour leur clairvoyance et leur courage surhumain. Même les adversaires sont obligés de leur rendre hommage et de s'incliner devant leur supériorité. Le secret de leur succès, c'est qu'ils n'ont pas peur de l'action. Ils sont à la fois énergiques et souples. Mais, avant tout, ils ne sont pas gan-

grenés par l'opportunisme bourgeois qui tremble devant toute action révolutionnaire et qui perd les batailles avant de les livrer. Ils sont à la hauteur d'une situation sans précédent.

Les Robespierre et les Danton — ayant une tâche démocratique inférieure à la tâche communiste — sont des timides en comparaison de Lénine et de Trotzky. On n'a qu'à se rappeler les hésitations de Danton et le refus de Robespierre expirant, de faire appel au peuple révolutionnaire contre la Convention — la Constituante de 1793.

Communistes russes ! Nous saluons en vous les Maîtres de la Révolution Mondiale ! Quel que soit votre destin final, votre victoire morale sur le vieux monde, pourri et lâche, est un fait accompli !

Les lauriers du bandit macabre Horthy empêchent de dormir les gouvernants de la grande Roumanie... Pour protester contre les arrestations arbitraires, les éléments avancés du prolétariat roumain, toujours courageux, essayeront de provoquer une grève générale. Le gouvernement répondit par la terreur. 2.000 (lis : deux mille) socialistes furent jetés en prison. Tous les députés de l'ancienne Roumanie furent arrêtés, le pays mis en état de siège, les journaux avancés supprimés (comme, par exemple, le *Luptatorul : Le Combattant*) des mois sous la censure. (La censure n'existe pas pour la presse capitaliste. Une innovation même pour la société capitaliste !). Le docteur Aronéanu fut martyrisé et assassiné dans la prison. Des prisonniers sont maltraités. Tous les locaux du Parti, des Syndicats et des Coopératives furent fermés et les fonds confisqués (est-ce pour équilibrer le budget d'Etat roumain en déconfiture complète ?).

Des hommes arrêtés pour simple délit de grève sont transformés *par ordre* en inculpés contre la sûreté d'Etat et traduits devant les Conseils de guerre !

Tels sont les faits principaux de la terreur roumaine qui déshonore ce pays prétendant à civiliser des millions d'hommes arrachés par force à leur pays d'origine !

Et le plus curieux est qu'il existe en Roumanie des lois très libérales, très démocratiques... Et notre regretté ami Guerea eut mille fois raison de dire : « En Roumanie, la plus grande révolution serait d'obtenir le respect des lois !... »

Malheureusement pour nous, la Roumanie peut invoquer l'exemple de la France qui est à la tête de la Réaction mondiale et qui, elle aussi, garde toujours des otages en prison, pour un Complot imaginaire.

Ch. R.

Le Gérant : Ch. RAPPOPORT.

Imp. de la Sté M^{me} d'Édition, 95, rue Oberkampf, Paris

L'Internationale Communiste

Organe du Comité exécutif de l'Internationale communiste

paraît en 4 langues (russe, français, allemand et anglais)

Pétrograd, Smolny, 58

Rédaction : Cabinet de Zinowiev

Comunismo

esce il 1° ed il 15 di ogni mese
direttore G. M. Serrati
Milano. — Vio S. Damiano 16.

Il Soviet

organo della Frazione comunista
astensionista del Partito
Socialista Italiano
Napoli, Borgo S. Antonio 221.

L'Ordine Nuovo

setti manale socialista
Torino. — Via XX Settembre 19.

Le Phare

Education et Documentation
Socialistes
Directeur : Jules Humbert-Droz
P.-H.-Matey 27, Chaux-de-Fonds
(Suisse)

Lupta de Clasa

paraît le 1 et le 16
Bucarest, Strada Sf. Jonică, 12.

Russische Korrespondenz

West-Europäisches Unter-
Sekretariat der K. I., Berlin.

Die Internationale

Gegründet von Rosa Luxemburg u.
Franz Mehring

Zentrale der Kommunistischen
Partei Deutschlands. — Berlin.

Kommunistische Räte Korrespondenz

Herausgeber Die Zentrale der
Kommunistischen Partei
Deutschlands. — Berlin.

Jugend-Internationale

Kampfgorgan der Kommunistischen
Jugend-Internationale
Berlin, Stralauerstrasse 12.

Kommunismus

Kommunistische Zeitschrift für die
Länder Südosteuropas.
Wien, VIII, Alserstrasse 69.

Novoie Vremia

Revue du parti communiste bulgare
Sofia. — Narodn Dom.

